

Hors-série n°1



PATRIOTS
FOR EUROPE FOUNDATION

Du marché des savoirs à la société de l'ignorance

Hervé Juvin

Pour la Fondation Patriots for Europe

**«Chaque fois que la culture se dégrade,
c'est le chemin qui se raccourcit vers la servitude.»**

Albert Camus

Sommaire

- 5 Avant-propos**
- 11 Un moment particulier**
- 19 La société tenue par le savoir**
- 33 Le danger prévenu du savoir;
machines savantes, ignorance humaine**
- 45 Les aventures du marché**
- 55 Un continent inconnu**
- 65 Le renouveau de la politique,
ou de l'utopie techniciste ?**
- 75 Tout doucement, nous voilà expulsés
de la maison du savoir**
- 80 Pour en savoir plus...**

Avant-propos

Que se passe-t-il quand des données sont dans le cloud, la connaissance dans les algorithmes de l'Intelligence artificielle, et quand la mémoire se mesure en Tera octets de l'ordinateur? La question est majeure, elle devrait précéder tout projet de réglementation des Gafam, de la censure privée et de la propriété des données. Nous n'avons pas tiré toutes les conséquences de ce fait inouï; le propre de l'homme, ce n'est pas l'intelligence, c'est le corps. L'intelligence, déjà, et de plus en plus, il y a des machines pour ça!

Le savoir, la connaissance, et l'intelligence ne sont plus le propre de l'homme. Le progrès a libéré l'homme du travail de ses muscles et de l'usage de la force physique. L'imprimerie a libéré la mémoire, et l'esprit humain lui devrait d'avoir pu rêver, imaginer, inventer. Le numérique change l'esprit humain et nous promet de nous passer de l'intelligence comme de la connaissance. Quel est ce progrès nouveau qui nous libère de la peine de penser, d'apprendre et de comprendre? Et quelles sont ces techniques qui disposent de nos libertés, au nom de la sécurité, du confort et de l'aisance d'une vie sans questions?

Si savoir c'est pouvoir, une étrange indifférence entoure un pouvoir numérique qui monte en-dehors du cerveau humain, de la pensée humaine, et va bientôt en finir avec l'autonomie durement gagnée, à coup de censure privée, de création d'états de conscience, de formatage des pensées autorisées. Tout se passe comme si le politique avait abdiqué sa responsabilité; énoncer les enjeux et donner à choisir. Et tout se passe comme si la technique avait pris le pouvoir tout ce qu'il est possible de faire se faisant, tôt ou tard et malgré des résistances vite dites « d'un autre âge ».

L'usage qui a été fait de la panique entourant l'épidémie de Covid-19 a révélé dans sa brutalité le lien entre le savoir contenu dans les QR code et le passe vaccinal, et le pouvoir de contrôle permanent des citoyens.

Le développement rapide des « intellectual property rights » (IPR) qui instaure une économie de rente pour leur détenteurs et leur permet de faire payer péage à tout chercheur ou utilisateur de ce qu'ils ont décrit, est accusé de paralyser la recherche, de consolider les monopoles récents, et de provoquer un enrichissement sans cause de proportions considérables. Il est plus grave qu'il entérine une privatisation du savoir qui désormais, s'achète, se vend et se paie.

Un système élaboré de diplômes, de références et de cotations organise un marché des formations universitaires et professionnelles, un système fondé sur l'évaluation des salaires auxquels telle ou telle formation donne accès. Le prix d'une formation est déterminé par le salaire qu'elle permet d'espérer ; voilà qui assure le crédit bancaire qui financera la formation, voilà qui fait de la formation une entreprise rentable, puisque l'entreprise est obligée de recruter les titulaires des diplômes adéquats pour exercer telle ou telle fonction, et voilà qui boucle un système auto-référentiel qui dispense de la culture et du jugement, et que plus aucun repère extérieur ne peut venir troubler.

Quand l'intelligence n'est plus le propre de l'homme, quand le savoir se vend, s'achète et s'évalue, une révolution s'opère dans l'individu et la société, cette révolution que cet essai cherche à approcher. car elle politique. Car c'est le pouvoir qui est en jeu, et d'abord le pouvoir que nous avons sur nous-mêmes, et d'abord le peu de liberté qui nous reste.

Le stock de connaissances disponibles, son organisation en savoirs, sa transmission, son emploi et sa diffusion, sont des éléments essentiels du progrès des sociétés humaines et de la conquête de l'autonomie. **Ce constat n'est pas récent. Savoir, c'est pouvoir. De l'Inquisition à la liberté d'examen, l'histoire de l'Europe peut se résumer au débat pour la liberté de penser, de connaître et de dire. Être Européen, c'est se demander en permanence comment faire plus avec ce que l'on sait. La mobilisation du savoir a joué dans le progrès de l'Europe un rôle qu'elle n'a pas joué ailleurs.**

Ce progrès n'est pas non plus sans prix : comme l'écrit De Amato (1996), « Le prix à payer pour le progrès de l'existence est la perte des illusions quant à cette existence même » (cité in Douglass North, *Le processus du développement économique*, éditions d'Organisation, 2006). Nous avons payé ce prix. Depuis la naissance de la philosophie, en Grèce, voici vingt-cinq siècles, jusqu'au triomphe des Lumières et de la raison, jamais ce prix n'a semblé trop élevé à ceux pour qui le savoir, ciel des idées, république des lettres, empire de la science, cité idéale pourquoi pas, constituait un royaume, sinon un paradis. Au Moyen-Age, les Universités et leurs étudiants étaient exemptés de la justice ordinaire, celle du clergé comme celle du roi : les universités britanniques et américaines en conservent quelque chose. On se souvient plus encore que des existences vouées à la

passion, à la folie de savoir et de comprendre, de Copernic à Galilée, de Pascal à Pasteur et de Bernard Palissy à Pierre et Marie Curie, étaient naguère encore données en exemple aux enfants des écoles. Le monde de l'intelligence et du savoir comme celui de l'art formait un univers en soi, pour une majeure part indépendant du monde de l'économie, du marché et du pouvoir – indépendant, donc supérieur. Intelligence et savoir étaient le propre de l'homme, qui aurait pu en douter ? Dans le savoir, comme dans le pouvoir de créer, la société reconnaissait une richesse que l'argent ne donne pas. Les choses qui s'achètent et se vendent étaient séparées des choses qui se donnent ou se transmettent.

Nous faisons désormais bon marché de cette séparation. C'est que nous vivons dans la société de la connaissance. On nous le dit : il faut le croire. Le phénomène serait même caractéristique d'une société sortie des ténèbres de l'ignorance pour entrer dans la lumière du savoir, à la faveur d'Internet, de l'amitié entre les peuples et des objets connectés. **L'ambitieux programme européen de Lisbonne, rédigé en 2001, fixait comme objectif à l'Union européenne de devenir en dix ans « la société de la connaissance », ce qui devait en faire l'économie la plus performante du monde.**

Chacun sait ce qu'il en est, et chacun de ceux qui ont fréquenté les Indian Institutes of Technology ou les universités chinoises de Pékin, de Pudong ou de Wuhan peut mesurer l'enlèvement des ambitions européennes à cet égard. En 2019, la Chine a dépassé les États-Unis pour le nombre de brevets déposés : un signe à retenir. Mais l'ambition garde son sens, elle est même renouvelée par la nouvelle dévotion vouée à l'innovation, à la « R&D » (recherche et développement), à la robotisation, devenues formules magiques de la croissance, de la compétitivité et de l'emploi, et par cette intelligence artificielle, « IA », qui promet de faire la ville, l'automobile, les objets, intelligents – et nous ? Dans le rapport qu'il a écrit pour le Ministère français préposé au numérique, Cédric Villani a bien écrit qu'il s'agissait de « rendre l'intelligence intelligente ». Qui est contre ?

Les expressions de « société de la connaissance », ou encore « économie de la connaissance », sont employées à tout propos. Leur vertu est à la fois descriptive et prédictive. Elles prétendent signaler une rupture survenue entre notre société et celle qui l'a précédée, aussi bien qu'elles s'emploient à dire ce qu'elles devraient être. Leur emploi obligé entend désigner une particularité remarquable de notre société : elle serait la société de la connaissance, ce qui entend la démarquer à la fois des sociétés précédentes, qui n'avaient pas la chance d'être des sociétés de la connaissance, et de sociétés voisines, contemporaines, moins « développées », qui elles non plus n'auraient pas su entrer dans le paradis de la connaissance faite société. Le coup des ténèbres et de la lumière, une fois encore ! Les entreprises elles aussi se vantent d'être des entreprises du « capital intellectuel », prétendent échapper aux déterminations banales de la géographie et de l'histoire, de l'espace et du temps, de la Nation et de la responsabilité territoriale, grâce à la magie du numérique et aux promesses du

virtuel, au nom d'une ambition solidement réaliste : augmenter leur valorisation boursière, au bénéfice de leurs actionnaires. Et voilà que les objets s'y mettent : non contents d'être interconnectés, dotés de capacités relationnelles – il fallait entendre voici peu le directeur marketing d'Orange présenter le nouvel assistant numérique qui, en peu de temps « allait devenir votre meilleur ami » sans que personne ne s'étonne d'avoir bientôt pour meilleur ami un peu de plastique mêlé d'un peu d'électronique ! – voilà qu'eux aussi deviennent intelligents – sous-entendu : plus intelligents que ces personnes humaines qui s'obstinent à conserver des conduites irrationnelles !

Il vaut la peine d'interroger un mouvement, dont l'affiche violemment éclairée pourrait bien servir à dissimuler une réalité toute différente. Des livres nous alertent, d'Éric Sadin à Cathy O'Neill, de Noam Chomsky à Alain Supiot (opus cités). La promotion des machines sachantes devrait renforcer ces alertes, des automobiles qui décideront elles-mêmes du meilleur itinéraire (et du restaurant où déjeuner qui aura acheté sa préconisation) aux systèmes experts qui prescriront le meilleur traitement (ou le plus rentable pour le laboratoire qui l'aura sponsorisé ?), et à l'assistant personnel qui choisira pour vous le programme TV, la série Netflix, et le cru adapté au menu. **Le mouvement actuel du savoir est sa saisie par l'économie, son entrée dans l'univers de la mesure, du marché et du prix, sa métamorphose en marchandise.** Le savoir vend, et fait vendre. Il est devenu connaissance, il est bien près de se dégrader en données – en ces data qui se vendent si bien et si cher quand c'est Amazon qui en fait commerce ! Pas besoin de publicité quand l'injonction d'achat est donnée par le système lui-même. Et c'est tout l'objet du déport du savoir de l'esprit humain sur les prothèses de l'esprit. Le savoir se paie, les connaissances se financent, les données s'achètent. Des entreprises se forment, des investissements se décident, des business plans remplissent des écrans et des commissions se négocient, le tout au nom de la data, du savoir, et même, de l'intelligence. Des diplômes s'achètent, des places aux concours se vendent, et l'élitisme républicain, cette vieilleries, repose dans les caves de la préhistoire de l'économie du savoir. Sans doute.

Mais il faut aller plus loin, considérer les conditions historiques et concrètes du développement du savoir, il s'agirait de se demander si le même mouvement de valorisation du savoir qui l'emporte vers le marché et lui fait valoir son prix, n'est pas le mouvement qui condamne radicalement sa création, son renouvellement, et sa diffusion, de sorte que l'ouverture du grand marché du savoir et l'extension du grand bazar de l'information accéléreraient l'évolution, recherchée par certains, de la société de l'ignorance. Il s'agirait de se demander si l'intelligence déportée sur les objets ne prépare pas une société d'abrutis décérébrés, obéissants et passifs, cette société qui se dispenserait d'interroger son existence même, et le sens de la vie commune.

Hervé Juvin

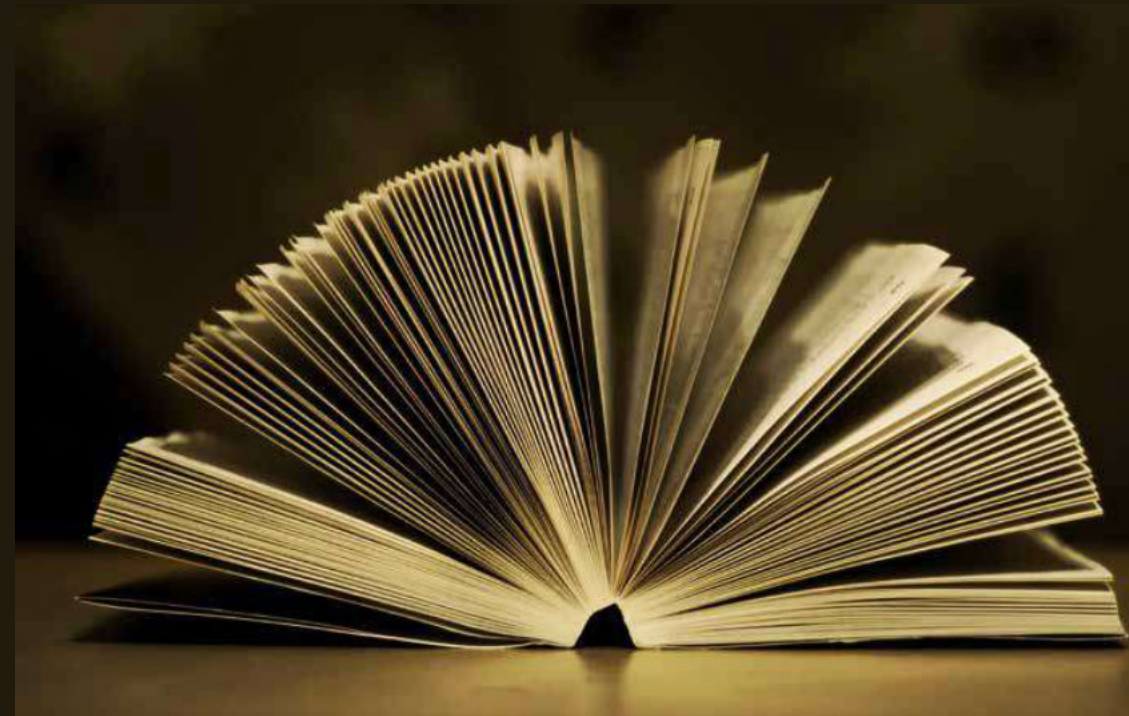
Un moment particulier

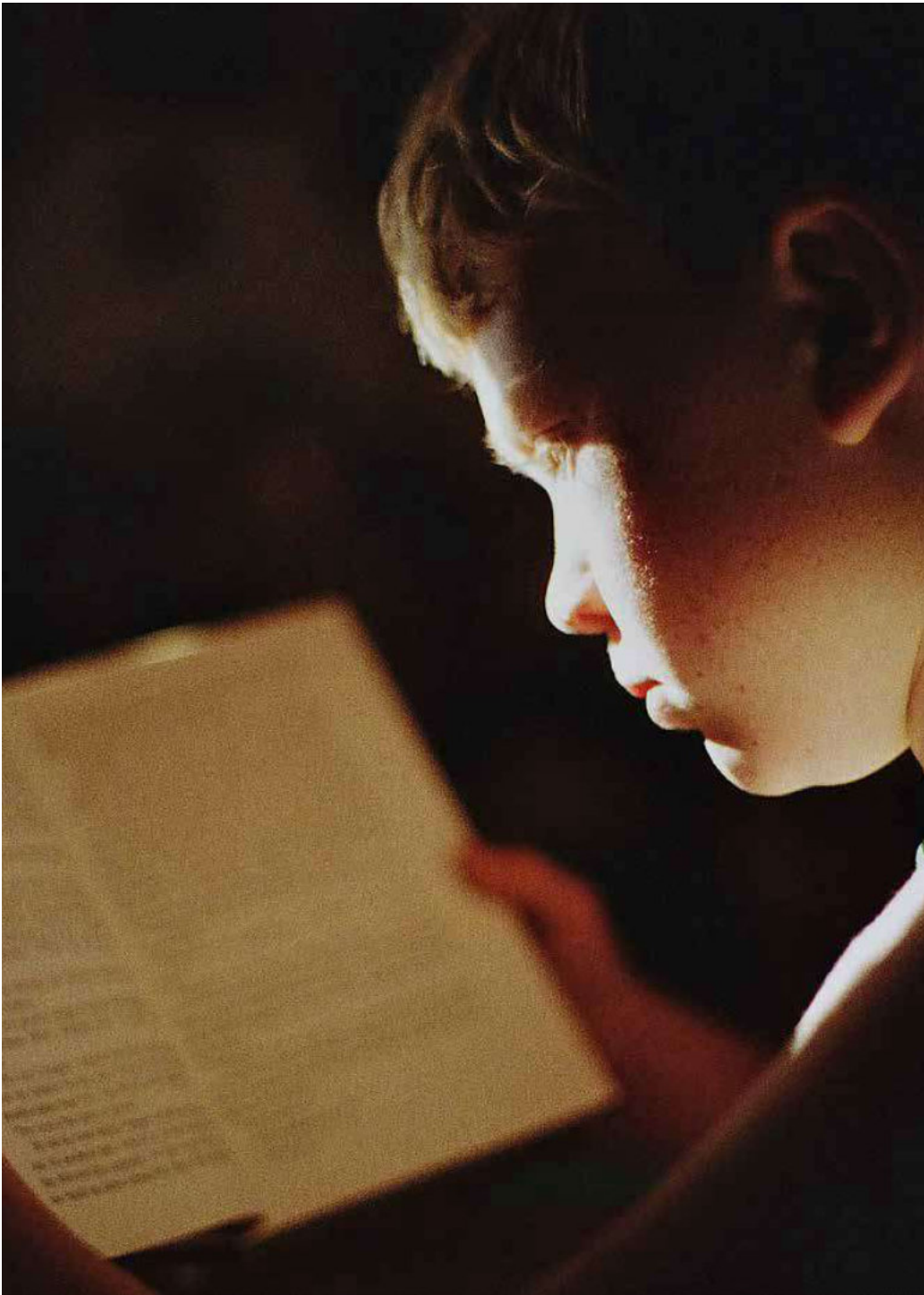
Nous vivons une révolution anthropologique d'importance égale à celle qu'a provoqué le recul de la mort au cours du siècle précédent. Nous avons été formés à croire que l'esprit capable de connaissance était le propre de l'homme, et voilà que des machines en savent plus que nous, et voilà que notre esprit est doté de prothèses qui l'aident à savoir, à penser, et bientôt sauront à sa place, penseront à sa place.

La civilisation naissait avec le langage, puis avec l'écriture, et voici que certaines écoles primaires (Finlande) n'enseignent plus l'écriture, puisque le microordinateur traduit directement la parole en écrit, et voici que les recherches neuronales (programme de recherche de l'University of Singularity de Google) promettent la communication directe des idées, des images, des sensations, d'un esprit à un autre, sans passage par la parole !

“ **Le monde nous paraît logique
parce que nous avons
commencé par le rendre logique.** ”

Friedrich Nietzsche





Société de la connaissance, donc. La première à se vouloir, à se proclamer telle, la première à s'afficher sous le signe du savoir. Economie de la connaissance, aussi. Connaissance comme source de la croissance, de la richesse et du progrès, connaissance comme ressource décisive dans la compétition professionnelle, moyen rêvé de sortir de l'épuisement du monde pour entrer dans une autre dimension, et parvenir à l'olympes du virtuel... Savoir comme moyen d'une rupture radicale avec un passé chargé de toutes les ténèbres, connaissance comme échappée glorieuse hors de l'origine, de la terre, de l'identité, et de toutes ces bêtises qui nous ont fait tant de mal... Savoir comme clé d'une intelligence disséminée partout, dispensant l'homme de penser, de réfléchir, de délibérer et de se déterminer. À la limite, savoir sans transmission familiale ou humaine (l'enseignement sur Internet !) et sans identité, savoir indéterminé, débarrassé des contingences et des liens. Savoir sans terre, sans histoire et sans langue, pure idée et raison pure.

Entre société et économie du savoir, un glissement se produit, un glissement qui vient de loin, depuis que le savoir s'est constitué en clé de la raison, depuis que la connaissance a été posée en moyen de l'autonomie, depuis donc que savoir et connaissance sont devenus puissamment, éminemment politiques, et même constitutifs de la démocratie. Est-ce par mépris du passé, négation de l'histoire et de l'origine ? L'expression de « société de la connaissance » s'est implantée par une sorte de contamination virale, sans que ceux qui l'ont diffusée, ceux qui l'emploient désormais, aient cherché à y réfléchir plus avant. Il vaut la peine d'y voir de plus près, et de repérer les raisons qui rendent l'appellation crédible, et même pertinente, pour qualifier un moment particulier de nos sociétés.

L'histoire de l'Occident s'écrit comme une histoire, moins du savoir et de la connaissance, que comme celle de la mobilisation des savoirs et des connaissances pour le commerce, pour la puissance et pour la guerre.

Nous, qui vivons et travaillons dans la France, dans l'Europe de 2020, sommes les bénéficiaires inconscients de la révolution du savoir qu'a réalisée l'Europe aux XV^e et XVI^e siècles, quand la raison a fondé l'empire de l'expérience et celui de l'action, ouvrant les portes au royaume de l'entreprise privée. Nous sommes aussi les héritiers de la discipline que la bourgeoisie a imposée à l'école et à l'Université dès l'Empire, avec un encadrement administratif rigoureux : l'école devait former les serviteurs zélés de l'Empire et les employés dévoués du Ministère, comme de la fabrique et de la banque. Rien de plus connu désormais, rien aussi de plus exemplaire que les attitudes opposées de la Chine et de l'Europe à l'égard, non de la connaissance, mais de son utilisation.

Ce n'est pas que nous savons plus, ou mieux : c'est que nous mobilisons notre savoir pour agir. Nous savions moins, mais nous avons fait plus. Entreprendre, déjà ! Car la Chine compte, au XIV^e et au XV^e siècle, une avance réelle sur l'Europe en matière de philosophie, de science, et de procédé : des bateaux des expéditions de l'amiral Zheng-He au tonnage cinq fois supérieur à celui des caravelles des découvreurs européens (dès 1415), l'usage de la poudre dans les feux d'artifice, une densité administrative et des pratiques commerciales sans équivalent en Occident – au temps du voyage de Marco Polo, un marchand régulièrement enregistré, s'il se faisait voler ses marchandises, était indemnisé intégralement par les autorités locales ! **La Chine dispose de tous les savoirs utiles à l'établissement d'un empire mondial, elle a l'organisation nécessaire, et il semble de plus en plus avéré que sa flotte a bien découvert l'Amérique, un siècle avant Colomb. Mais elle n'en fait rien. Mais la Chine décide de se suffire à elle-même, mais la Chine décide qu'elle n'a pas besoin du monde extérieur, mais la Chine décide que le savoir pour le savoir lui suffit.** La flotte impériale est brûlée, tout propriétaire d'un bateau capable d'affronter la mer est passible de la peine de mort (deux siècles plus tard, le Japon agira de même). L'Europe de son côté emprunte à la Chine quelques-unes de ses inventions, et les emploie. Elle poursuit sur sa voie : elle ne se résigne pas à ce qu'elle est, pas plus qu'à ce qu'elle a. Mobilisation du savoir pour l'action, la victoire, le Bien.

L'association de la vocation missionnaire universelle, de l'appétit marchand et de l'expansionnisme du pouvoir impérial, produit en moins de deux siècles des effets détonants : le monde est le champ de conquête de l'Europe, qui va solennellement se le partager à maintes reprises, et encore par le traité de Berlin de 1880. Le savoir est le moyen concret de cette vocation : l'acquisition, la diffusion, la transmission des savoirs sont les moyens par lesquels l'Europe accède à l'universel et prétend servir l'autonomie par la civilisation. C'est un savoir défini, et limité : la révolution du savoir

européen s'est éclairée au bûcher des sorcières, à l'élimination des alchimistes et plus généralement, à l'expulsion de tous ceux et surtout de toutes celles qui prétendaient à un autre savoir, plus proche de la nature, de l'indétermination et de la vie. C'est un savoir qui s'appuie sur le monde physique, sur l'astronomie, et que fascine déjà l'abstraction mathématique. Les lois de la gravitation sont toujours les mêmes, comme celles qui président au mouvement du pendule, ou de la chute des corps, en cela bien éloignées des phénomènes de la germination, de la croissance végétale, de la reproduction animale ou humaine.

Cette découverte a deux conséquences majeures. **La première est de placer l'instruction au premier rang des moyens du progrès humain : « La plus grande charité qu'on puisse exercer envers les pauvres est de leur procurer les moyens de se faire instruire »,** déclare l'évêque d'Arras en 1678 (in J. Rigault, *Histoire générale des Frères des écoles chrétiennes*). La seconde est d'assurer le triomphe des sciences exactes, moyen du progrès des techniques, des systèmes et des procédés, sur les sciences dites « humaines », sciences de l'imparfait, de l'indéfini et de l'indécidable, si le mot de sciences peut s'y appliquer. Modéliser, systématiser, universaliser : l'équation : « science exacte = pouvoir » est posée. Les révolutions nationales, comme les régimes totalitaires, s'en souviendront. **L'économie aussi, née sous le signe de la morale et de la philosophie, qui postulera au statut de science pour prendre le pouvoir – et le garder jusqu'à nous.**

Nous devrions nous en souvenir. Le triomphe de la raison est celui de la société des rapports impersonnels, que symbolise la « société anonyme » si bien nommée, celui du règne espéré du droit et du contrat, qui doivent mettre fin à l'histoire et à la géographie, enfin et surtout celui d'un monde où tout ce qui compte se compte – des quantités l'emportant sur les qualités. La mondialisation actuelle, celle qui se déploie de manière irrésistible depuis la chute de l'URSS, en 1991, a-t-elle d'autres raisons que celles de la Raison devenue Économie ?

L'économie du savoir et de la connaissance est demeurée jusqu'à nos jours et pour l'essentiel une autre économie, dans laquelle les gratifications et les motivations non financières jouent le rôle premier, contrairement à d'autres secteurs de l'activité humaine, dans lesquelles les quantités passent au second plan : des qualités qui font reconnaître, par exemple, un « grand auteur », le nombre des ventes est la moindre ! Et ce n'est certes pas l'appât du gain qui explique les indicibles manœuvres pour devenir professeur au Collège de France ! Il n'y a pas là contradiction, mais diversité à l'intérieur de la société, diversité féconde, diversité bienvenue surtout, parce qu'elle fait place à différents systèmes de motivation, de reconnaissance et de choix personnels. Tout se passe comme si une bourgeoisie qui ne se connaît de salut que terrestre, et qui s'emploie pour elle-même et pour les siens à s'assurer le meilleur des séjours terrestres possibles, reconnaissait dans le savant, le professeur, le maître, aussi bien que dans l'artiste, les intermédiaires d'un absolu qui lui échappe (voir à

ce sujet Régine Pernoud, *Histoire de la Bourgeoisie en France*, collection Points, Le Seuil). La figure du savant atrabilaire, solitaire et grognon, si présente chez Jules Verne, ou bien celle du maître désintéressé, ne quittant la paillasse du laboratoire ou la bibliothèque que pour dormir, jamais las d'enseigner et de partager, est actuelle, encore au milieu du XX^e siècle. La Révolution française a guillotiné Lavoisier, mais Pasteur, Einstein, Pierre et Marie Curie, renouvellent les figures animées par Emile Zola ou Victor Hugo; plus près de nous, c'est en Russie que l'inventeur génial du pistolet mitrailleur connu sous le nom de « Kalachnikov » finit ses jours, couvert d'honneurs, mais dans une pauvreté honorée et respectée. Savants, inventeurs, découvreurs, pionniers du savoir et de la connaissance se voient reconnaître un état et un rang que leur fortune ne leur donnerait pas.

C'est qu'à leur manière, dans des sociétés en voie de laïcisation, les sachants représentent une forme du sacré sorti de la religion, une forme de sainteté laïque: ils donnent leur savoir, leur énergie, leur vie parfois, pour le progrès de l'humanité.

La société reconnaît en ces saints laïques la fonction émancipatrice du savoir, elle est ménagère d'états, essentiellement universitaires, auxquels s'attache une considération indépendante des revenus qui leur sont attachés. Dans les campagnes, à partir du XIX^e siècle, la séparation progressive de l'enseignement religieux et de l'instruction des savoirs, d'abord et au moins pour les garçons (le monopole religieux sur l'enseignement des filles tiendra jusque dans les années 1920) fait du maître d'école, instituteur et professeur, une figure connue et bientôt reconnue, ne serait-ce que par la gratitude de ceux qui lui devront des savoir-faire, des carrières, des progrès sociaux, peu à peu répandus.

S'y ajoute généralement une fonction émancipatrice qui fait de l'enseignement une question éminemment politique: si la France se caractérise par la violence des affrontements entre école publique et école privée (en fait école chrétienne, tenue par des prêtres ou des religieux, pas encore medrassa coranique...), c'est partout en Europe que cette fonction émancipatrice est à la fois reconnue et contestée, et sans doute d'autant plus violemment contestée qu'elle est plus reconnue.

Le socialisme se présente comme le promoteur du savoir, entendu comme moyen de libération du peuple, porteur du progrès humain. Ici encore, une forme de rémunération non monétaire est acquise aux maîtres du savoir et de la connaissance, à la fois autorité instituée et capacité indiscutée à agir: le pouvoir sur les êtres et le pouvoir sur les choses valent bien leur pesant d'or! Un signe ne trompe pas: la III^e République sera celle où les enseignants sont les plus nombreux sur les bancs de l'Assemblée.

S'il en est ainsi, c'est que la matière première du savoir, l'information, est gratuite. Elle l'est par nature, elle l'est par logique, une logique supérieure, celle de l'intérêt collectif. Elle l'est par son instrument dédié: le

livre est à usage illimité, il se lit et se relit, se prête, se transmet. Les adages abondent, dans toutes les sagesse européennes et chinoises, qui expriment cette réalité jusqu'à nos jours incontestée: celui qui partage ses connaissances s'enrichit.

Ou encore: le savoir est le seul bien qui augmente quand on le partage. D'où les débats persistants sur la question du droit d'auteur, quand l'exercice du droit moral de l'auteur sur sa production limite l'accès du public à une publication ou un document.

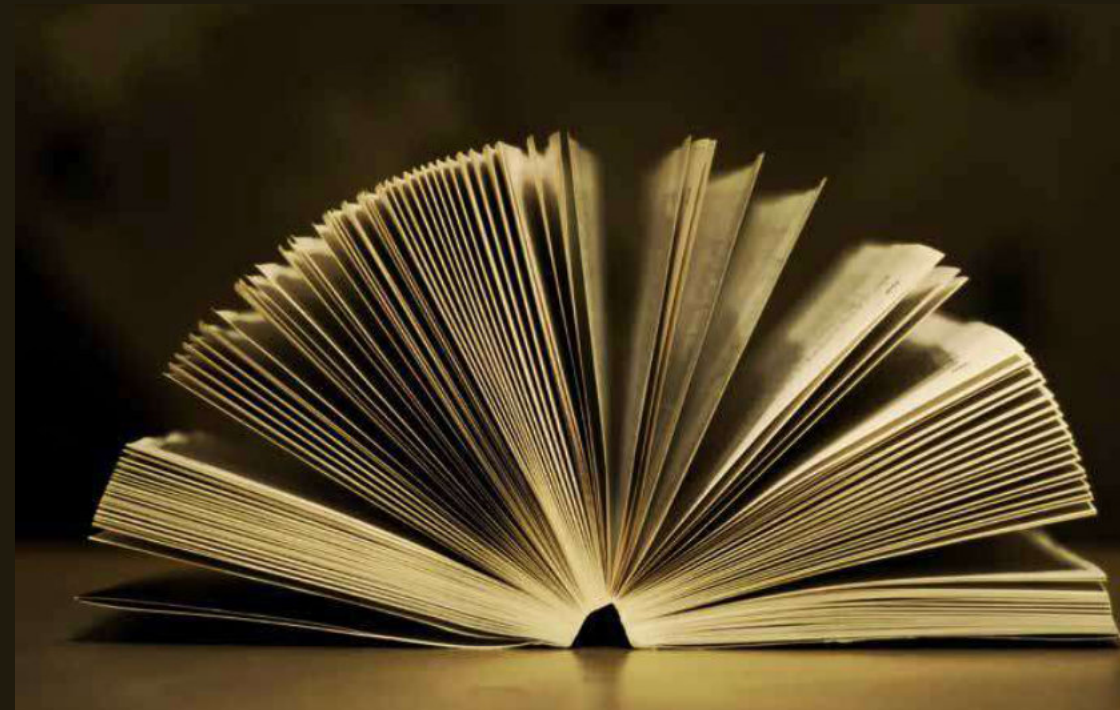
D'où les solutions institutionnelles données à des états professionnels particuliers, celui d'enseignant, celui de chercheur, celui d'expert, gens qui ne peuvent vendre leur production, en tirer leur moyen d'existence, et auquel il faut assurer les revenus qui les désintéressent, c'est-à-dire leur permettent un enseignement, une recherche, un savoir, délivrés de tout souci de rentabilité, de publication ou de rendement (la sûreté de l'emploi, l'assurance du revenu, ont été les moyens par lesquels les universitaires et enseignants se sont progressivement émancipés de la tutelle d'État où l'administration napoléonienne avait réduit l'Université). D'où les travers, caricaturés mais explicables, du mandarinat, de la hauteur institutionnelle et de la morgue par lesquels certains « mandarins » compensent socialement leur renoncement à la fortune matérielle (l'histoire des « mandarins » universitaires venus de la gauche ou du communisme, comme Althusser, et saisis par mai 1968, ne manque pas d'intérêt à cet égard). Le savoir, la connaissance, sont ce qui compte et ne se compte pas. Ils sont ce qui échappe à toute détermination par l'intérêt rationnel et les anticipations individuelles égoïstes: c'est pourquoi, là encore, partout en Europe, le rôle des États ou des régions est décisif en matière d'enseignement et de recherche, des secteurs dont la nature publique n'est mise en cause par à peu près personne, jusque bien après 1968.

“ **J'échangerai toute ma technologie
pour un après-midi avec Socrate.** ”

Steve Jobs

La société tenue par le savoir

Le pilote automatique de la voiture sans conducteur décide lui-même de l'itinéraire, qui s'arrête au restaurant et à l'hôtel qui lui paient une commission. Le logiciel qui fournit au piéton son parcours de visite dans la ville inconnue passe devant des boutiques qui sans aucun hasard réservent au promeneur les promotions à lui destinées, pour lui calibrées. Et le système expert qui conseille un traitement après diagnostic met en avant les produits du laboratoire pharmaceutique qui assure un pourcentage à l'application qui le promeut. Voilà le visage de l'économie du savoir, qui n'a rien à voir avec la connaissance, et moins encore avec la liberté. Voilà un nouveau visage du commerce, qui n'a rien à voir avec la libre concurrence ou le choix du consommateur, mais bien avec l'obligation de consommer intimée par ces machines sachantes qui vous connaissent mieux que vous-même...





Gratuite et désintéressée, impossible à mesurer et compter, clé du progrès humain et raison agissante de l'universalisme occidental : l'économie du savoir et de la connaissance échappait à l'économie, jusqu'à nos jours du moins. La source était gratuite, et chacun d'y puiser.

Il faut le dire au passé. Car tout change, et quand l'accès au savoir se paie, le statut du savoir est moins en question que la nature même de ce que nous entendons par là. Car tout change, et nous savons de moins en moins ce que nous savons, et nous savons de moins en moins le sens de notre savoir. Une rupture est en cours, un moment de basculement vers l'inconnu se joue, pour plusieurs raisons, dont la principale est sans doute la fonction inédite que tient le savoir dans la fabrique sociale contemporaine et dans notre usage du monde actuel.

Jorge Luis Borges a consacré l'une de ses fascinantes nouvelles à décrire cette bibliothèque intégrale, dans laquelle tout le savoir humain se trouverait consigné, et qui finirait par étouffer une société humaine sous la tâche écrasante de sa propre conservation. Nous faisons plus. Non seulement la perspective d'une mémoire intégrale de l'humanité, la bibliothèque infinie où tout ce qui se publie, s'échange, se paie, se dit, se fait, se trouverait consigné pour l'éternité, est rendue possible, et même actuelle, par l'extension asymptotique des mémoires numériques et la chute des prix du stockage de données, mais la mémoire intégrale des actes, des mots, des relations devient une possibilité que le Big Data ouvre – puisque chaque opérateur de téléphonie mobile est contraint de conserver trace de tous les appels passés par son réseau pendant trois mois au moins, pourquoi ne pas les conserver toujours ?

Puisque Facebook conserve mémoire de tous les échanges de ses utilisateurs après leur mort, pourquoi ne pas les garder toujours ? C'en est fini de l'ombre apaisante que l'oubli étendait sur le passé des hommes.

Et c'est désormais la perspective d'un cerveau extérieur à l'individu humain qui motive les chercheurs et suscite l'intérêt passionné des geeks – des experts de l'Internet et de l'intelligence numérique. Le futurologue américain Ray Kurzweil décrit l'âge des machines pensantes comme celui de la grande métamorphose qui va doubler l'esprit humain de prothèses de plus en plus capables de le reproduire (in *The Age of spiritual machines*, Penguin, 2009). Derrière l'horizon « d'un enregistrement quasi-automatique de soi que l'humanité porterait comme sa carapace patrimoniale » et qui inspire une vision d'horreur à Pierre Nora (in *Continuer Le Débat*, mai-août 2010), sur le tracé arachnéen des réseaux, qui relie des sources sans cesse plus nombreuses et plus distantes d'information et de savoir, se joue la naissance d'une intelligence, sans doute humaine, puisqu'elle provient des hommes et qu'elle leur est destinée, mais externalisée et sortie du cerveau humain, d'une intelligence délocalisée parce que désindividualisée et externalisée. L'expérience est permanente : un nom tapé sur Google, et tout le savoir est à un clic !

Désormais, l'organisation, la structuration, la mise à disposition, voire l'accroissement et le développement du savoir sont l'effet de machines qui font système, et de systèmes qui font intelligence. De plus en plus, ce ne sont plus des informations, des données, un substitut à la mémoire, qu'il faut chercher sur Internet, c'est de l'intelligence. Pas seulement de la data, des données, plus seulement de l'information, mais la compréhension nourrie de l'information et de données, mais cette intelligence que posséderait seul un esprit implacablement logique, activant une mémoire exhaustive de toutes les données disponibles, et capable de faire jouer toutes les interactions entre ces données pour obtenir un résultat (le deep learning en est la réalisation), cette intelligence encore qui naît du point de vue global, distancié infiniment mais infiniment compétent, que permettrait l'usage agile d'Internet à l'esprit curieux et sans parti-pris – puisque, c'est bien connu, Internet ne connaît ni frontières, ni races, ni âge, ni préjugé d'aucune sorte. Le paradis du vrai savoir, au creux de la main !

Le renversement est considérable, et participe à ce « renversement du monde » qui est bien plus vaste que l'avènement des puissances émergentes, parce qu'il est intime : le savoir des individus est requis pour nourrir une intelligence collective, extériorisée et désindividualisée.

Nous en sommes à l'âge des prothèses de l'esprit. Nous en sommes donc à l'industrialisation des systèmes intelligents, bientôt, déjà, de l'intelligence elle-même. La connexion d'objets intelligents en systèmes pensants crée une méta-intelligence qui déjà nous environne, qui déjà nous conditionne, qui bientôt nous dispensera de réfléchir et d'examiner.

L'entendement humain est doublé par des moyens plus rapides, plus efficaces, plus pertinents, et pour tout dire, plus sages – le vrai secret de l'Intelligence Artificielle n'est-ce pas qu'elle va nous rendre plus sages en nous prévenant contre les aléas de la liberté ?

Nous nous trouvons par-là devant une évolution anthropologique d'ampleur analogue à celle qui a vu la mémoire devenir superflue du fait du livre, après Gutenberg, puis l'enregistreur, les calcs dans les mains et les muscles nouveaux remplacés par la traction animale, puis par le moteur et l'outil, la religion réduite à la fantaisie individuelle de par la maîtrise de la nature et la production du monde, une évolution qui suggère la dispense du savoir appris pour nombre de nos contemporains, voire bientôt la dispense de l'écriture puis pourquoi pas du langage, la communication de cerveau à cerveau rendant superflu le détour du langage articulé.

Le savoir, la connaissance et l'intelligence humaines seraient en voie de transfert sur des machines apprenantes, écrivantes et sachantes, capables d'indiquer à tout moment la meilleure conduite à adopter (les véhicules équipés d'un système qui interdit le démarrage si le conducteur est alcoolisé en donnent un premier exemple), capables aussi de transférer des contenus d'un cerveau à un autre. Qu'ont-ils, qu'auront-ils besoin d'apprendre, sinon les codes et les opérations d'accès au réseau, ceux qui trouveront tout ce qu'ils veulent quand ils le veulent sur le réseau universel ?

Pourquoi apprendre, intégrer des règles de comportement, ce qui s'appelait « morale » ou « civisme », quand les objets interconnectés, intelligents, indiqueront à chaque instant la conduite à suivre selon la programmation qui leur aura été donnée pour un monde meilleur ? Et voilà un autre renversement d'importance : les machines essayaient d'imiter l'homme, comme déjà les automates de Vaucanson ; c'est désormais l'homme qui doit imiter les machines, devenir comme elles assemblage de pièces mécaniques et de données structurées, devenir surtout prévisible et programmable et abandonner cette regrettable tendance à chercher des alternatives, que certains appelaient la liberté naturelle de l'esprit ! Les nouvelles théories du management sont pleines des enseignements de la cybernétique, et nos systèmes électoraux sont de plus en plus tenus par la fabrique programmée des opinions ! Toute l'histoire de l'informatique et du numérique tient dans cette aventure qui commence avec le théorème de l'incomplétude de Gödel (années 1930), continue avec la machine de Turing, une machine dont les réponses seraient impossibles à distinguer de celles de l'esprit humain, avec les travaux de Von Neumann à la même époque, pour aboutir au programme de recherche financé par la DARPA, à Tim Berners-Lee et aux premiers ordinateurs qui se parlent ! Tout se résume dans ce renversement : la machine ne progressera pas en essayant d'imiter l'homme, elle fera mieux que lui par ses propres voies, et, à la fin, dans son propre intérêt, l'homme répondra aux requêtes des machines !

De sorte que l'affirmation fausse: «l'esprit humain est un ensemble de fonctions de calcul», quand un ordinateur gagne contre lui une partie de Go ou un jeu de lettres, devient: «l'esprit humain est inférieur à l'ordinateur doté de fonctions de calcul» qui prépare: «l'esprit humain doit se conformer aux requêtes de l'ordinateur qui lui est supérieur»... L'esprit n'est pas le propre de l'homme. Le propre de l'homme, c'est le corps!

Voilà ce qui pourrait être la découverte bouleversante d'un siècle qui succède à celui du corps, de sa guérison, de sa très longue vie, de sa libération. Les machines sont plus raisonnables que lui et elles ont plus d'esprit que lui! La technique qui améliore sans cesse l'intelligence des systèmes autoriserait la dispense de l'intelligence chez la plupart, qui n'aura plus besoin de penser pour vivre et pour s'établir dans le bonheur.

Être intelligent, c'est déjà, ce sera davantage encore, se servir des outils de l'intelligence. Ce sera donc, d'une manière ou d'une autre, obéir au système que composeront ces outils. Et l'on peut prévoir qu'il sera à peu près interdit, en tous cas fortement déconseillé, de prétendre être intelligent tout seul. « Vous n'êtes pas là pour avoir des idées personnelles », affichait une très célèbre marque de produits ménagers à l'accueil de ses futurs managers, frais émoulus de leur école de commerce. Nos sociétés reproduisent ce modèle. Elles se proposent de penser pour nous, elles qui savent déjà juger, débattre et décider sans nous – l'espace public des media en prise directe avec les juges assure fort bien cette fonction. Après «L'avènement du corps», faudra-t-il écrire: «Le départ de l'intelligence»? Qui a parlé de crise de l'esprit humain?

Le savoir, ou plutôt, l'usage des dispositifs du savoir, des indicateurs et des systèmes de savoir, est devenu la première condition de la survie humaine en milieu urbain, ce milieu qui sera bientôt l'environnement des deux tiers de l'humanité. Et voilà une autre révolution anthropologique qui s'annonce, depuis que les signes de la nature, les repères de l'espace et du temps, de la lune ou des étoiles, du près et du loin, sont à peu près inutiles, et d'ailleurs ont disparu, étouffés qu'ils sont par les systèmes urbains: survivre dépend de l'obéissance à un système abstrait d'injonctions, d'interdictions et de prescriptions dont la lecture dispense de l'attention au réel. Lire, écrire, compter, passe encore: mais interpréter les signaux abstraits de la rue, lire une carte ou extraire un itinéraire d'un écran, utiliser les automates et suivre les indications de l'écran, posséder les codes d'accès et d'entrée...

Il faut s'être égaré dans un terminal d'aéroport, à la faveur d'un décalage horaire trop violent, avoir paniqué dans la forêt de signes d'une gare ou d'un métro pour mesurer la dureté de notre usage du monde, le niveau d'exigence de cette langue des signes et des injonctions symboliques qui tend à se substituer à tout langage humain – de Londres à Pékin et de Maputo à Damas, les mêmes signes sur les mêmes écrans, ni anglais, ni chinois, ni portugais ou arabes, les signes mêmes de l'accès universel – ou du refus. Pour ceux qui s'y retrouvent, qui comprennent, la performance

est de tous les instants, et le moins étonnant n'est pas qu'elle soit devenue si vitale qu'elle passe inaperçue!

Les actes les plus simples et les plus nécessaires de la vie – prendre le métro, retirer des espèces, téléphoner – demandent un apprentissage de codes et de normes sans précédent!

Nulle part les repères de la nature ne sont plus pertinents: essayez de traverser une ville en voiture en vous fiant à la direction du soleil! Comparez le temps de transport vers deux villes en calculant leur distance, mais en oubliant que l'une voit le TGV s'arrêter, l'autre pas! Le déroulement d'une vie contemporaine intègre des règles, des modèles, des systèmes, qui instaurent en permanence une distance entre soi et soi, qui placent partout l'artifice de la technique et de la convention et la nécessité d'un apprentissage que l'école n'assure pas – les sinistrés d'Internet sont plus nombreux et plus divers par l'âge ou la situation sociale que ne le suggère le discours officiel. L'expression «société de la connaissance» nous parle parce qu'elle est liée à cette expérience quotidienne de la vie en société, dont il faut observer qu'elle se veut de plus en plus déterritorialisée et décontextualisée: ce périphérique, est-il celui de Paris, celui de Vancouver, ou l'un des huit anneaux qui entourent Pékin? Et après tout, quelle importance?

Nous vivons au second degré. Nous sommes ceux qui nous regardons travailler, courir, aimer, manger, conduire. Nous sommes ceux qui nous regardons passer dans la rue (selon le mot de Gaston Bachelard). Il ne nous suffit plus jamais d'agir, il faut que nous nous voyions agir. La force des mots de société de connaissance et du savoir procède aussi de ce constat. Ils désignent une caractéristique très profondément ressentie: l'artificialité grandissante de nos sociétés, et de notre fonctionnement collectif; nous vivons au second degré, nous sommes ceux qui ne peuvent vivre sans se regarder vivre et sans en tirer concept. De BFM à Cnews, les chaînes d'information en continu ont-elles une autre fonction que celle du miroir au long du chemin? Et d'ailleurs, comment fonctionnent nos sociétés d'individus, sinon par le spectacle permanent que donne l'espace public, et par la capacité incessante qu'il fournit à chacun de se raconter sa propre biographie? Nous ne voyons plus le paysage qu'à travers l'écran de l'appareil numérique qui en fige la représentation, la transfère dans la production industrielle de l'émotion et assure la fabrique de la biographie. Nous ne savons plus distinguer aucun événement, sans le secours des media qui nous disent ce que nous devons voir de ce qui se passe, qui fabriquent l'émotion nécessaire et la compassion mobilisatrice pour qu'à tout moment nous soyons persuadés d'être en vie...

À la sortie de la nature de la plupart des grands moments de la vie, désormais dérobés par la technique et les systèmes, il faut ajouter la technicisation galopante des actes les plus quotidiens: prendre un métro, un train, devient aussi un acte technique de la part de l'utilisateur, qui mobilise un savoir inconnu du temps du «Poinçonneur des Lilas»! Et qu'en

est-il du client d'une banque, qui doit désormais effectuer lui-même à un guichet automatique et informatisé, l'ensemble des saisies que réalisait auparavant pour lui l'employé au guichet !

Qu'en est-il de l'usager de services administratifs qui se voit désormais dans l'obligation de disposer d'un ordinateur, d'une connexion Internet, d'une imprimante, d'un scanner, des logiciels adaptés, et dans l'incapacité de trouver la moindre assistance humaine, au prix d'une évidente rupture d'égalité devant le service public, d'un aussi évident report des charges de l'administration sur les citoyens ?

Que l'accès aux services publics rende obligatoire la souscription de contrats auprès de prestataires privés est une singulière entorse aux principes républicains : inutile d'ajouter qu'il facilite à bon compte le retrait des services de l'État des zones rurales ; il est plus grave que le lien démontré de ces prestataires, au premier rang desquels Microsoft ou Google, avec l'État profond américain, signifie que toutes les procédures administratives françaises et toutes les données personnelles des Français qui les suivent sont désormais sous l'œil des États-Unis (à cet égard, il est plaisant de voir combien les alertes au sujet de Huawei consistent à craindre de la Chine ce que les États-Unis pratiquent sans mystère et sans retenue...).

La dénaturation et l'artifice changent notre quotidien, à un point mal mesuré, mais considérable, qui nourrit une sourde inquiétude devant la déshumanisation souvent invoquée. La révolution est venue, non d'une politique voulue et consciente, mais de la technique et de la finance : elles ont, pour de bon, changé la vie. Le politique n'y a rien vu, a fait semblant d'approuver ce qu'il était trop tard pour refuser, avant de comprendre où était son intérêt.

This page is intentionally left blank. Les rapports anglo-américains l'indiquent scrupuleusement : si la page est blanche, c'est par choix, pas par défaut ! Dans un monde gorgé de signes, dans un monde qui se dissout dans son commentaire et que l'intention sature, une page blanche est ce qui ne va pas de soi, ce qu'il faut expliquer : rassurez-vous, si elle est blanche, c'est que l'auteur l'a voulu, et d'ailleurs il l'a écrit !

Le hasard n'y est pas, nous voilà préservés du blanc, du manque de signes qui susciterait l'inquiétude. Le message est clair : le monde est un danger, qu'il faut déminer à force d'avertissements, de codes de conduite et de panneaux indicateurs ! Pas de monde sans mode d'emploi, pas d'objet sans marque, sans signe et sans explication ! Le fait est tout aussi remarquable sur la route : les routes tourment, c'est un fait, et jusqu'alors, sauf disposition particulière et inattendue, tout conducteur était supposé tenir compte des virages. Nous en avons fini avec cette tranquille évidence de l'expérience et du salut. Bientôt, pas de virage sans panneau, pas de virage sans avertissement, limitation de vitesse, et sans ce message implicite : le monde n'est pas comme il devrait être, il tourne ! Lequel suggère bientôt : ne regardez pas la route, regardez le panneau – un message pour le moins prudent quand les panneaux vont avec les radars automatiques ! Lequel

protège aussi la responsabilité du Maire, du préfet, de la Direction de l'Équipement, que l'on imagine sujet à accusation : un virage non signalé, quel scandale en cas d'accident !

La rupture avec les modes d'acquisition traditionnels de l'expérience, avec les usages du monde aussi bien qu'avec l'espace de la sensibilité et de responsabilité individuelle, est profonde.

L'expérience n'est plus d'aucun secours ! Ne cherchez pas à comprendre, suivez les instructions ! Plus d'apprentissage, des modes d'emploi. Plus de prudence, des panneaux. Plus de bon sens, des autorisations, et des radars. Plus d'adaptation, d'anticipation raisonnée, de prudence, mais l'obéissance aux injonctions des systèmes embarqués.

Notre société est toute entière et de plus en plus appareillée, la capture, le traitement, la manipulation, la restitution de l'information y tiennent une place inédite, qu'elle soit consciente – transport aérien – ou inconsciente – Facebook et les autres réseaux sociaux, dont l'avenir révélera ce qu'ils alimentent et ce qu'ils commandent.

Et voilà ce qui signale l'évolution la plus significative du savoir et de la connaissance, celle qui va de la gratuité, de l'automatisme et même, de la nature, vers le système, le marché et le prix, par l'abstraction. C'est que nous ne sommes plus naïfs, nous savons le prix du savoir, nous mesurons l'avantage que donne la connaissance, nous n'avons plus de doute sur le capital qu'ils constituent et sur les services qu'ils rendent, encore moins quand ce sont des objets ou des systèmes qui nous les mettent à disposition – ou nous mettent à leur disposition. La conscience appelle l'inventaire. Le développement des services marchands participe de cette évolution vers une société de la connaissance, puisqu'il y a à la fois ajout aux opérations réelles d'opérations immatérielles qui les contrôlent, les encadrent, les organisent, et aussi transfert de l'expérience, de cultures familiales ou professionnelles, vers des connaissances normées, standardisées : une femme de ménage, une infirmière, un agent d'entretien, voient désormais le moindre de leur geste normé, calibré, qualifié – et appris. Quel meilleur exemple que cette nouvelle forme d'enseignement du sport où il s'agit d'abord, dans une classe, avec du papier et un crayon, de décrire les gestes, les exercices, les mouvements, sans les faire ! Il va de soi dans ce cas que la meilleure note ne va pas au meilleur coureur de 1 500 m, mais à celui qui a le mieux expliqué ce qu'il faut faire pour courir un 1 500 m vite. La connaissance court toujours plus vite que le coureur à pied...

Pour que la société soit effectivement tenue par le savoir, il faut qu'il acquière une nouvelle dimension dans l'existence individuelle : celle de la détermination professionnelle.

Telle qu'elle est sanctionnée par un diplôme, telle qu'elle s'exprime dans une pratique professionnelle, la connaissance validée, attestée, certifiée, joue un rôle critique, exacerbé, et neuf, dans l'existence de l'homme moderne. Elle est le moyen du revenu. Elle est la clé de la compétition. Et elle est un viatique pour la mondial-

sation, un autre passeport, en même temps qu'une autre frontière, celle qui sépare à jamais les « MBA » des « non-MBA » et les « PhD » des autres...

Si cette existence de l'individu mondialisé se veut indéterminée, mobile, nomade, faite d'opportunités, c'est en fait qu'elle se revendique d'autres déterminations, d'autres appartenances et d'autres identités, ceux qu'assurent le savoir et la compétence sanctionnés par un diplôme, par un titre et par l'argent. La connaissance et le diplôme sont les seuls bagages qu'il faut emporter partout avec soi – les seuls qui garantissent à chacune, à chacun, qu'ils pourront bénéficier partout de ces fameuses « opportunités » qui sont brandies comme la raison suprême de la mondialisation. Dans des sociétés qui font de la lutte contre les discriminations et du refus des déterminations leurs nouvelles piétés laïques, la connaissance et l'argent, la connaissance comme accès à l'argent, sont les seules discriminations légitimes, les seules déterminations partout respectées. C'est qu'ensemble, ils poursuivent un travail de déracinement analogue à celui que missionnaires et colons conduisaient en leur temps. C'est que l'une et l'autre sont, ou se veulent, universalisantes : l'argent comme le savoir sont de plain-pied avec la société mondiale.

La société de la connaissance scientifique et technique est par excellence la société mondiale, en cela même qu'elle se fonde sur des lois universelles.

Aucun étonnement si les apôtres d'une globalisation qui a fait leur fortune, consacrent quelques-uns de leurs moyens à des Fondations qui diffusent l'obligation de l'enseignement, de l'acquisition du savoir et de la maîtrise technique : ils paient pour former leurs futurs clients ! Par extension et généralisation à l'ensemble des domaines du savoir, expertise, capacité professionnelle, savoir-faire, n'auraient plus de frontières : et les meilleurs étudiants français en informatique vont finir leurs études dans les Indian Institutes of Technology à Bangalore ou Chennai comme les jeunes héritiers des maisons princières des Pallavas (sud-est de l'Inde) vont apprendre les marchés financiers à Chicago ou à Londres ! Les distinctions de plus en plus couramment établies entre les acteurs rivaux à leur terre ou à une communauté, ceux qui disposent d'une ouverture internationale, et ceux qui détiennent par leur savoir un passeport mondial, ont une réalité : **la détention de savoirs, de compétences, d'expertises, demeure la promesse d'émancipation qu'elle a été, mais à titre individuel, indépendamment, voire contre, les communautés ou les sociétés où elle ne s'enracine plus.**

Un MBA donne accès à l'entreprise planétaire : pour animer le club du quartier, c'est plus compliqué ! Les nomades qui portent avec eux tout leur savoir peuvent laisser des cendres et des ruines derrière eux, ils peuvent impunément coloniser le monde et le réduire à leurs intérêts : l'idéologie globale déploie des moyens considérables, et d'abord ceux du droit, et ensuite ceux des institutions internationales, et enfin ceux de la bonne conscience apatride, pour offrir le monde au nouveau colon du savoir.

La course à la meilleure école, la meilleure classe préparatoire aux grandes écoles, la meilleure université, ne trompe pas : les connaissances détenues, telles que les sanctionne le diplôme initial, conditionnent l'accès à l'emploi, d'abord, l'ensemble du déroulement de la carrière professionnelle ensuite, donc le niveau du revenu individuel. Et d'ailleurs, dans les systèmes où les étudiants financent leurs études par des prêts bancaires (aux États-Unis, les prêts étudiants ont atteint 1 500 milliards de dollars en 2019, soit plus que les prêts automobiles, à 1 300 milliards !), les systèmes bancaires ne s'y trompent pas : le diplôme paie, il est parfaitement raisonnable d'y investir... ce qui en retour justifie les frais de scolarité par les succès professionnels des grands anciens.

Le phénomène a des effets considérables, même s'il remonte loin dans notre histoire du travail. Le nouvel environnement économique créé par l'innovation, les hautes technologies, mais aussi la mobilité des populations, change totalement les conditions de l'employabilité des acteurs. La compétence sanctionnée par un diplôme formel achève de remplacer l'appartenance ou l'expérience et de balayer les proximités. Un employé de banque, une assistante, une vendeuse, ne sont plus employés parce qu'ils sont des proches, des familiers des clients, même en l'absence de lois formelles qui proscrirent les « discriminations » communautaires : ils sont employés parce qu'ils ont les diplômes qui prouvent qu'ils sont compétents. Qu'ils le soient réellement est une autre affaire, qui ne joue aucun rôle dans l'obtention d'un poste : personne ne reprochera au manager d'avoir choisi un diplômé ! Le changement est célébré sur tous les tons de la conformité mondialiste : c'est entendu, l'origine, le sexe, l'âge, la croyance, l'appartenance, ne sauraient compter en aucune manière quand il s'agit d'apprécier la performance et la capacité professionnelle. Derrière cet entendu de rigueur, chacun sent, ou peut sentir, que s'ouvre démesurément le champ de la concurrence de tous contre tous, et que c'en est fini de la paix et la sûreté de soi qu'étendait sur chacun l'ordre donné de l'état social, de l'institution, ou de la caste (lire *Homo Hierarchicus* de Louis Dumont à ce sujet, Gallimard, 1990).

Chacun perçoit le caractère fugitif, rapidement obsolète, aisément dépassé, de cette compétence. Chacun sent le durcissement auquel conduit un tel constat : nous sommes loin des humanités utiles à la décoration d'une vie bourgeoise, et à cette distance aimable à l'égard des autres, des affaires et du monde que la culture était supposée apporter aux hommes de culture ! Savoir n'est plus décorer sa vie, c'est le moyen de la vie elle-même : il faut savoir pour gagner sa vie. Savoir n'est plus le moyen du recul, de l'écart, du pas de côté, mais l'arme individuelle du combat engagé depuis l'enfance. Nous sommes dans un combat dans lequel la forme professionnelle, utilitaire, monétarisée du savoir et de la connaissance aurait remplacé la force brute et la violence physique. On peut s'en réjouir ; on peut aussi observer que ce renversement change insidieusement, et pour ainsi dire sans avertissement préalable, la nature de ce qui est désigné par « savoir » et par « connaissance » : l'un et l'autre sont ren-

voyés à leur utilité individuelle, c'est-à-dire à leur valeur de marché. Et c'est une dimension cruciale de nos sociétés qui ne sont plus des sociétés de métier, dans lesquelles un travailleur, un artisan, un ingénieur, étaient propriétaires d'un métier, pour la vie, du temps où la question pertinente n'était pas : comment en sortir, mais bien : pourquoi en sortir ? Nous ne faisons plus qu'en sortir. Dans les limites qui étaient les siennes, le métier donnait un état stable, reconnu, assuré, et donc satisfaisant. L'industrie a pu s'implanter en reproduisant à l'intérieur de l'usine les corporations, les métiers et les états qui caractérisaient un monde d'artisans. Des grandes entreprises industrielles avaient même recomposé en leur sein un ordre des métiers, tout à fait explicite, parfaitement reconnu, avec des corporations identifiées, des hiérarchies plus ou moins affirmées, qui tenaient la vie des gens et leur fournissaient une assurance, une sûreté, nous dirions : une estime de soi. Dans l'ancienne manufacture des armes et cycles de Châtellerauld, devenue Sextant avionique, l'opérateur d'une machine à commande numérique montrait avec fierté la photographie de son arrière-grand-père félicité par le tsar visitant l'usine, en 1881 : l'état d'ouvrier à « la manu » se transmettait d'une génération à l'autre... Aujourd'hui, la compétence individuelle est devenue la clé de la vie professionnelle. Elle est ce qui peut faire que vous êtes dépassé, remercié, licencié, parce que vous ne savez plus ce que vous saviez. La course de la connaissance vous a dépassé. C'est ce qui rend si brûlante la question de l'éducation et de la formation, initiale, secondaire comme supérieure : **chacun sent que l'entièreté de son parcours de vie est commandée par l'acquisition initiale des connaissances et la capacité à maîtriser leur organisation et leurs réorganisations ultérieures permanentes et imprévisibles.**

Et d'ailleurs, aucune surprise : 80 % des étudiants de la Ivy League viennent de familles dont un ou plusieurs membres sont eux-mêmes diplômés de l'une des plus prestigieuses universités américaines membres de cette League très sélective... Nous sommes loin de cet élitisme républicain qui permettait à des écoliers, puis à des élèves de toutes les écoles de France d'avoir une chance d'accéder à Normale supérieure ou Polytechnique : **en France aussi, le diplôme est une chose trop importante pour que tous puissent l'obtenir** (la fameuse « discrimination positive » à l'entrée des grandes écoles étant le meilleur alibi à la sélection par l'argent puisqu'elle pénalise encore plus les enfants des classes moyennes qui sont exclus de ses bénéfices, tout en nourrissant la bonne conscience globaliste)...

Les termes de société de la connaissance désignent donc une réalité à la fois floue, imprécise, mais extraordinairement importante.

C'est la société dans laquelle les repères identitaires sont pros- crits, ou dévalués, puisque l'état social ou l'appartenance ne peuvent plus assurer la sûreté de soi que désormais la compétence-en-compétition assure. Seul, l'argent établit les discrimina- tions légitimes.

Je suis ce que ma fiche de paie dit que je fais. Et ma fiche de paie dit ce que je sais – à quoi sert ce que je sais. Et l'entreprise n'a plus le droit de me distinguer, de me sélectionner, de me discriminer, autrement que sur la base de mon savoir et de mes connaissances, qu'elles soient nommées compétences, expériences professionnelles ou simplement diplôme qualifiant (ce que la proposition du « CV anonyme » en France a tenté d'imposer).

Cette dimension nouvelle de la définition des personnes, et de la mesure de leurs capacités, est bien sûr libération des anciens facteurs de sélection, de reconnaissance, de préférence, que nous appelons discrimination, sans nous interroger sur ce qui les expliquait et peut-être les rendait pertinentes (parler français est devenu manifestement discriminatoire !). Est-il encore permis d'étudier les raisons qui faisaient qu'en France, une entreprise recrutait des employés parlant français ? Ou bien, qu'une entreprise créée, établie en Bretagne, préférerait choisir des Bretons parmi les candidats au recrutement ?

L'interdiction d'y penser, seulement d'y penser, participe à l'évidence du grand mouvement de mondialisation et d'indifférenciation des hommes et des sociétés, elle est le facteur déterminant de la mise en place d'un marché planétaire des hommes, elle est aussi tout autre chose. Car la dimension politique et sociale de ce réarrangement ne peut être dissimulée. Car l'entreprise ne peut nier que, par ses méthodes de sélection et de choix, et alors que le revenu professionnel a pris une place auparavant inconnue dans la vie, elle est plus qu'hier la fabrique sociale, mais une fabrique qui prétend s'autonomiser par rapport à la société où elle vit, au territoire où elle est implantée, à la Nation qui la protège, une fabrique qui ne se reconnaît pas de responsabilités dans la société qu'elle fabrique.

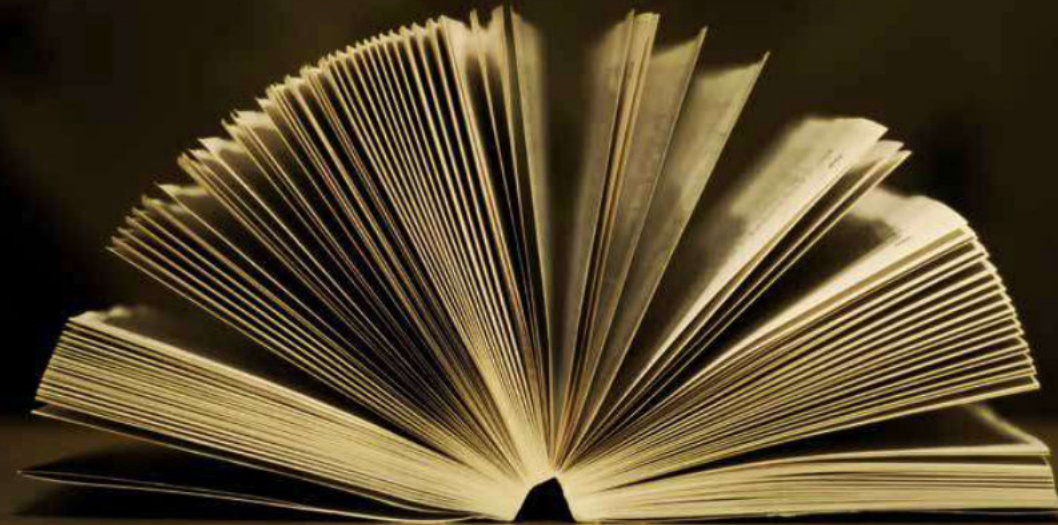
Car une Nation doit regarder la réalité en face : quand elle interdit que la connaissance de la langue nationale soit facteur de sélection, quand elle dévalue le citoyen devant l'individu, quand elle préfère l'étranger aux siens, elle participe au vaste mouvement de substitution de la machine indifférenciée aux hommes différents, des systèmes de nulle part aux hommes de chez eux.

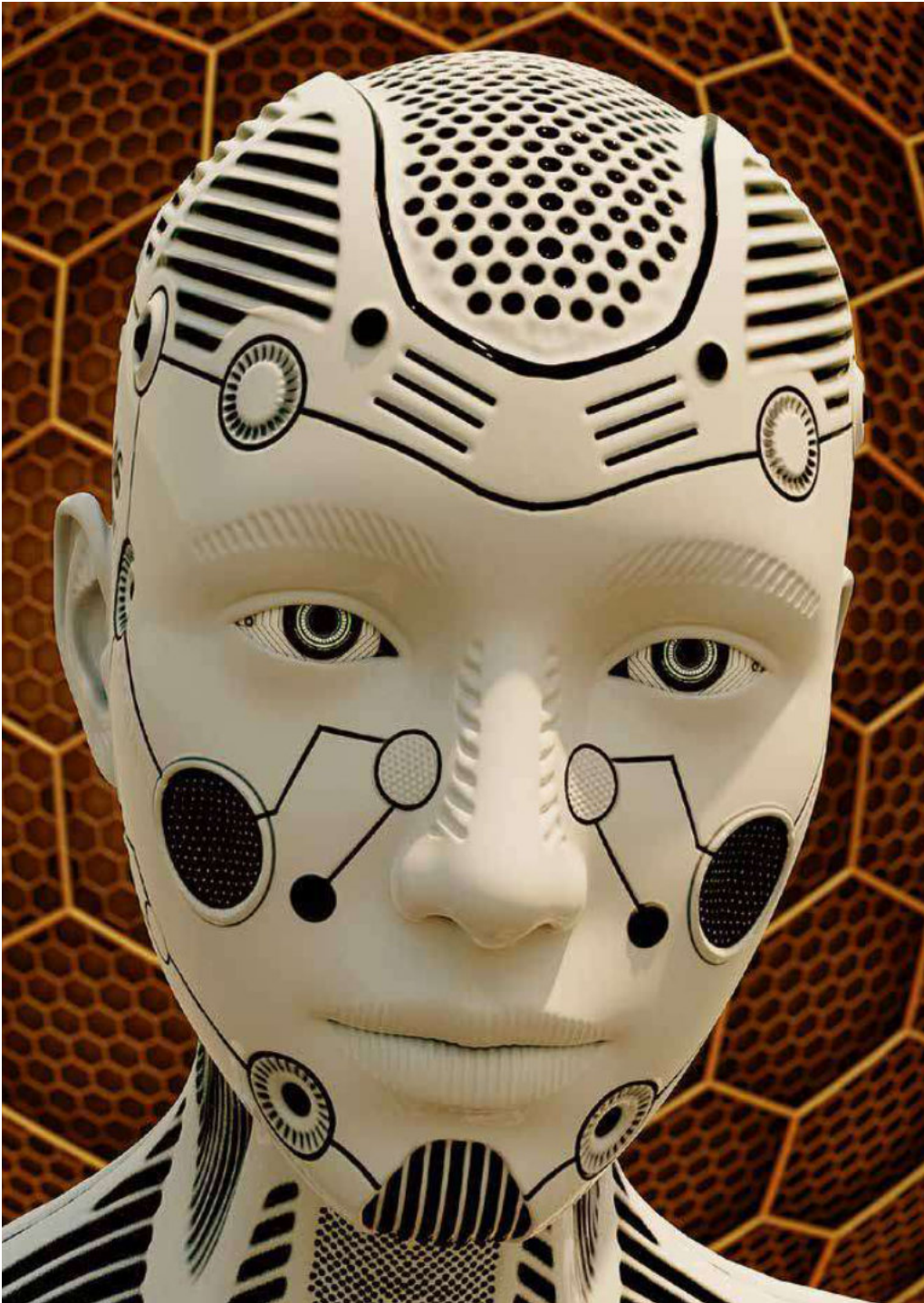
Le danger prévenu du savoir ; machines savantes, ignorance humaine

“ **Toute science
crée une nouvelle ignorance.** ”

Henri Michaux

Aucun système expert, parmi ceux qui déclenchent l'essentiel des transactions sur les marchés financiers, n'avait anticipé la crise bancaire des années 2008. Aucun des modèles prédictifs qui prétendent prévenir les actes criminels, déterminer la conjoncture économique, assister les politiques, n'a vu venir la pandémie qui a bloqué le monde pendant plusieurs mois en 2020, ou pas davantage les cyberattaques qui ont successivement paralysé la vie civile à Cognac, Nuits-Saint Georges et Marseille (le 13 mars 2020). Le triomphe annoncé des systèmes-experts de l'Intelligence Artificielle lors de la création de l'Agence de l'Informatique, en 1981, a débouché sur un échec avéré, exactement sur les mêmes impasses pseudo-scientifiques qui sont aujourd'hui promues, par exemple par Laurent Alexandre ou par les promoteurs de la Google University ou ceux de CRISP-R. C'était il y a quarante ans. La même propagande aboutira-t-elle aux mêmes désillusions ? La question est moins de ne pas savoir que de croire savoir ce qu'on ne sait pas. Et la question devient : que se passe-t-il quand le savoir est détenu par des machines et abandonné par l'homme, et que devient alors l'intelligence ?





Le propre de la société de l'ignorance n'est pas que ceux qui y vivent ne sachent rien, bien au contraire ; ils en savent même beaucoup, et elle ne compte plus ses prix Nobel d'économie, comme ces deux éminents professeurs d'économie et théoriciens des variations des cours sur les marchés financiers qui conseillaient le Hedge Fund LTCM de John Merryweather, Hedge Fund dont la faillite fut à l'origine d'une crise (1998) qui faillit emporter la finance mondiale... Elle ne compte pas davantage ses experts et technologues, ses sachants qui se prodiguent sur les tréteaux du faire savoir et du donner à apprendre, de séminaires en conférences, de Ted Talks en tutorials.

Mais elle ne se sait plus elle-même. Mais elle est pauvre en monde. Mais elle abandonne dans l'ivresse de la surabondance, le parent pauvre du jugement.

S'il faut désigner une société de l'ignorance, ce n'est pas dans l'opposition à la société de la connaissance dont elle serait le double infernal, c'est dans l'incapacité de juger et de savoir ce qu'on sait. C'est dans l'incapacité d'évaluer, d'apprécier et parfois, de rejeter les outils du savoir et de l'intelligence qui nous sont donnés (en fait, à la fois imposés et vendus, ce qui caractérise le nouveau capitalisme de l'obéissance). Et c'est, en définitive, dans la paralysie du politique qu'elle se joue, l'ignorance de sa propre identité venant réduire à néant tout le savoir du monde. Que sais-je, quand je ne sais pas qui je suis ? Il est frappant de constater à quel point les plus excités des promoteurs de l'IA (intelligence artificielle), des robots, des manipulations du vivant, sont aussi ceux qui n'y connaissent rien, et qui sont mus par un seul souci : ne pas avoir l'air en retard ! Quelles sottises a produit, produit et produira encore la peur de ne pas être moderne !

La question posée est de celles qui ne trouvent pas aisément de réponse : la société de la connaissance est-elle cette société qui se connaît elle-même, qui sait se voir, se représenter à elle-même son fonctionnement, pour en tirer les moyens de son autonomie et de son fonctionnement ?

Le savoir, la connaissance, ont été les moyens de l'autonomie. *L'Encyclopédie*, Diderot et d'Alembert préparent la Révolution française. Ils sont à l'origine de quelques-unes des transformations majeures des sociétés humaines. Et ils sont aussi à l'origine de la croyance, aujourd'hui aisément repoussée, que les sociétés peuvent se gérer elles-mêmes. Diffusés à une part croissante de la société, ils lui ont permis de se considérer elle-même, de se penser, et de s'engager sur la longue route de l'autonomie.

Et ce n'est pas pour rien que tant de consciences religieuses mettaient en garde contre la diffusion non maîtrisée du savoir et de la connaissance, pressentant les révolutions qu'ils appelleront en effet, de la part de ceux auxquels ils auront, pour la première fois, révélé leur condition !

Ils ont effectivement permis l'émancipation individuelle et plus encore, collective, des anciennes dépendances et des anciens maîtres, la justice ecclésiastique ayant pendant des siècles orienté, conduit et limité la quête du savoir. **Les discours d'un Victor Hugo, d'un Lamennais, d'un Jaurès, à ce sujet, sont habités d'une éloquence qui ne trompe pas. Le savoir et la liberté ont marché de pair.**

Il n'est pas certain que leurs pas ne divergent pas. Il n'est pas certain que nous n'ayons pas à nous interroger : pour quelle nouvelles dépendances, plus douces ou plus terribles, ont été abandonnées les anciennes ? Car il y a quelque chose de changé au ciel du savoir. Un signe, parmi d'autres, donne l'alerte. Quand, dans une de ces universités américaines, australiennes, singapouriennes, et désormais chinoises, que le monde envie, un programme de recherche est identifié, les premiers à s'y pencher sont les avocats. Avant même que les équipes ne soient constituées, avant que la première avancée soit entraperçue, il leur revient de baliser le terrain de recherches, de lever les inconnues – des brevets, déjà déposées par des concurrents – de protéger autant que possible le champ envisagé – en déposant des brevets et des marques. Ce signe – la loi avant l'action, identique au modèle américain de la loi avant les mœurs – interroge. Que se passe-t-il vraiment pour la connaissance dans la société de la connaissance ? Que se passe-t-il quand le droit vient préparer et sanctionner la primauté du marché ? L'avènement de la société de la connaissance ne peut pas être indifférent à sa matière première, ce qui la nourrit au point de la caractériser et de la distinguer de toutes les autres. Dans la réalité observable, l'avènement de la société de la connaissance modifie effectivement la connaissance, la manière dont elle est constituée, transmise, enseignée, vécue. Faut-il ajouter que la connaissance est loin d'en sortir indemne, et même, que l'inquiétude à son sujet ne manque pas de justifications ?

Pour apprécier cette modification de la connaissance, il faut d'abord voir à quel point la notion est élastique, qui va de la recherche la plus fondamentale, des mathématiques pures, à des savoir-faire les plus ordinaires, les plus triviaux, mais que le développement de la société de services ne fait qu'enrichir en permanence.

Nous vivons le temps de l'expertise, le temps de la fragmentation des savoirs, le temps où le savoir, la connaissance, éclatent en une multitude de savoirs, de connaissances experts, particuliers, et surtout, séparés. Ce n'est plus qu'aucun sachant puisse revendiquer le statut d'un Pic de la Mirandole, dernier homme réputé avoir su tout ce que l'on savait de son temps et dans sa société ; c'est qu'au sein même de chaque discipline de l'esprit, avoir une vue générale du niveau de la connaissance acquise, et se tenir à jour, apparaît à peu près impossible.

Savoir, c'est en savoir de plus en plus sur de moins en moins. Examiner l'affirmation de l'expertise, c'est considérer un double processus d'approfondissement du domaine et de rétrécissement du champ.

Voilà une conséquence importante du changement de contenu et d'organisation du savoir et de la connaissance : ils étaient les moyens de considérer la société de l'extérieur, ils étaient les moyens par lesquels chacun pouvait se retirer, se déporter, pour saisir ou tenter de saisir du dehors le fonctionnement social, ils fournissaient aussi ces grands récits totalisateurs, fournisseurs de repères et d'explications.

Le temps des Toynbee, des Malthus ou des Darwin est passé avec celui de Marx ou de Sartre ; plus aucun de ceux qui font profession de penser et de savoir ne se risquerait encore sans vertige à expliquer le monde, par crainte de l'ironie, par conscience de son incapacité à tenir la posture, plus profondément sans doute, par intuition que la diversité du monde défie tout discours globalisant – l'échec des histoires qui se veulent « mondiales » en témoigne.

C'en est fini de l'intellectuel proposant un système du monde. Les économistes l'avait remplacé, les maîtres des algorithmes et de la data lui succèdent, avec moins de bruit mais plus de poids. Microsoft formate les esprits plus que le structuralisme, et tout smartphone exerce sur qui l'emploie plus de pouvoir que n'importe quelle idéologie, la conscience, l'engagement et le lien avec les autres en moins !

En revanche, les experts, les sachants, les professionnels, participent à la fragmentation accélérée du monde, une fragmentation qui exclut par principe toute idée générale, qui interdit toute vision et la délégitime : il n'y a pas de place pour les idées générales, soyons sérieux, restons-en aux idées utiles ! Pour chaque question que vous vous posez, un juriste, un analyste, un consultant, un manager, vous donnera la bonne réponse – et si vous n'êtes pas content, voyez un psy ! Comme l'écrit justement Gérard Miller, **il y a « au cœur de l'expertise moderne, l'absence de pensée », et même, le renoncement à penser, c'est-à-dire le cynisme : la question n'est pas de savoir où aller, la question est d'y aller.**

Nous assistons dans ce domaine à l'un des effets connexes du mythe de la science économique et de la réduction de toute activité humaine à son prix, à sa contribution à la croissance et à son ROE (return on equity ou rentabilité des capitaux propres). L'ensemble de la connaissance et du savoir est saisi de la même fièvre de mesure et de calcul, qui pousse à évaluer, noter, compter, au nom du rêve toujours actuel, plus que jamais actuel, du pilotage. Fabrication de l'entreprise du savoir, ouverture du marché de la connaissance, remplissage des inventaires de l'intelligence : les bureaucraties évaluationnistes qui se saisissent de l'école et de l'Université, comme elles prospèrent dans les entreprises, ont leur équivalent dans le monde de l'audit et de l'économie dont la frénésie réductionniste est partout. Régis Debray peut bien écrire que « la recherche désintéressée et le goût des idées générales ont partie liée avec la notion même d'intérêt général », la fragmentation des savoirs et sa dissémination en expertises, la dissolution de la connaissance en compétence, éminemment marchandisables, cotées chaque jour sur le marché des hommes, s'emploient depuis longtemps déjà à mettre fin à ce vertige des idées générales, qui pourrait conduire la société à s'interroger sur elle-même, et pourrait conduire chacun de nous à se demander « pourquoi ? » – la question la plus interdite de la société moderne parce que la plus dangereuse. L'expertise anesthésie la question. La spécialité tue le doute. L'une et l'autre sont là pour faire fonctionner le système, pas pour s'interroger sur lui, encore moins pour l'interroger, lui qui paie les experts et les spécialistes. Et qui a parlé de politique, encore de politique ? C'est d'économie dont il s'agit, idiot ! Consultez un expert !

L'administration de la recherche la condamne – et la condamne à être d'abord la représentation de la recherche. La grande misère de la recherche indépendante, des laboratoires indépendants (voir l'appel de Bruno Canard, virologue, en 2020 !) jette un jour cruel sur l'incompatibilité redoutable entre la quête du savoir et le prix du savoir. Et l'exemple de l'évolution récente de la recherche universitaire devrait sonner comme un avertissement pour la Nation comme pour l'entreprise soucieuses de R&D, sans doute, mais soucieuses avant tout de trouver – de faire progresser ses produits, ses services, son organisation, si possible en innovant ! Cette évolution de la recherche découle d'abord de l'organisation en spécialités, ensuite de l'imposition de la mesure et du compte, enfin de l'association du pouvoir politique avec les grandes sociétés privées. Voyez qui dirige les multiples agences européennes liées à la recherche, ou les diverses autorités françaises dans ce domaine : des fonctionnaires, des politiques, pas ou si peu d'ingénieurs, de scientifiques et de chercheurs ! Elle a pour première conséquence l'hyperspécialisation, c'est-à-dire la stratégie féodale du château-fort qui protège des voisins et dissimule aux regards, en même temps qu'elle rend possible la mesure d'un champ connu, et d'autant plus connu qu'il est plus limité. On dépense des fortunes à organiser la rencontre des savoirs, à coordonner les actions, à assurer la traduction d'une discipline à une autre, du fait du cloisonnement

des disciplines et de l'incapacité, voire de l'interdiction, des échanges et des interpénétrations entre elles – de la haine du généraliste, ou du « transversal ». Elle a pour seconde conséquence la primauté, non de la recherche, mais du système de mesure qui lui est appliqué, et qui fait les carrières, les postes, les salaires et les primes. Aussi étonnant que ce soit pour le public, il ne s'agit à aucun moment de trouver, c'est-à-dire de prendre en considération la rupture, le pas en avant, l'inflexion décisive pour une discipline, l'inattendu – l'ennemi !

Chercher, c'est assumer la fonction de la recherche, selon des modalités précises, quantifiées, évaluées, et d'ailleurs sanctionnées, à l'intérieur du système de la recherche.

Vingt publications dans des revues « à comité de lecture » valent plus pour la carrière d'un chercheur qu'une vraie découverte, avec les risques et les contestations qu'elle entraîne nécessairement !

Comme personne ne sait modéliser, quantifier, évaluer le fait de trouver, on en reste à chercher, ce qui arrange tout le monde au demeurant. Un chercheur devient un opérateur du savoir et de la connaissance, de son savoir et de sa connaissance, sur des créneaux de plus en plus étroits, parce que plus faciles à contrôler et à valider, donc à faire évaluer et reconnaître, et aussi à s'approprier, ce qui encourage au total une inculture galopante.

Les chercheurs en savent de plus en plus à l'intérieur de domaines de plus en plus étroits, de moins en moins partagés, et d'ailleurs de plus en plus impartageables – et d'ailleurs, dont la plupart n'intéressent plus personne. C'est la caractéristique qui oppose la connaissance telle que désignée aujourd'hui, de la culture telle qu'elle demeure, et qui relie et ordonne les connaissances à leur contexte en leur donnant un sens. C'est ce qu'a révélé la pandémie de 2020, en éclairant le rôle paralysant et, littéralement, tuant des « Agences Régionales de Santé », entièrement vouées à subordonner la médecine à son administration par le biais de son contrôle comptable !

Le phénomène marque aussi bien les entreprises : nous assistons à la montée de la connaissance déculturée. Dans la banque, combien d'expert en produits financiers, sans aucune notion de la courbe de vie d'un ménage ? Dans l'assurance, combien d'agents incapables d'expliquer la structure des actifs mis en représentation d'un contrat, ou l'impact d'un accident de la vie sur une famille ? Dans les sièges des multinationales, combien savent distinguer une région chiite d'une ville sunnite, et un fondamentaliste d'un nationaliste ?

Sans l'environnement social, historique, moral même, qui donne portée à un savoir. Sans le contexte, qui le rend actuel et, parfois, pertinent. Sans jugement, enfin – la capacité à dire le juste, le bien, le vrai. Il en est ainsi de tous ceux qui peuvent produire n'importe quel amas de connaissances sorties d'un bon moteur de recherche et de quelques heures sur Internet, mais qui ne savent rien de ce qu'ils savent potentiellement, et

qui est là, imprimé, sous leurs yeux. Ils organisent des éléments épars d'une connaissance dont ils ne savent rien. C'est bien sûr le cas dans une partie de l'éducation, confrontée à une diversité des cultures d'origine qui paralyse les enseignants dans la transmission de l'environnement culturel qui donne actualité et portée au savoir, naufragée par le multiculturalisme et le relativisme qui en découle.

Mais c'est tout autant le cas dans les services à la personne, de plus en plus formalisés, de plus en plus normés, dans l'intention louable d'éviter tout accident, toute maltraitance, mais dans un processus qui aboutit à réduire le service au geste technique, alors qu'à l'évidence le contenu attendu du service se situe tout ailleurs, par exemple et simplement dans la relation humaine. Et c'est ainsi que nous voyons le recrutement de plus en plus fréquent de médecins techniquement compétents, mais incapables de toute relation avec leur patient – y compris dans certains cas parce qu'ils ne parlent pas ou mal français ! Et c'est ainsi que des entreprises invitées à témoigner en commission publique, en France, envoient une équipe réaliser en anglais une présentation commerciale qui ne répond à aucune des questions posées ! Et c'est ainsi que des entreprises se ferment des marchés par mépris objectif et ignorance caractérisée de tout contexte culturel, politique, historique ou linguistique ! Le système, sans l'esprit ; les données, sans le sens.

L'exemple de la fonction publique, dans laquelle les parcours individuels sont parfaitement formalisés, codés, conformes, et qui en est globalement au degré zéro de la gestion humaine, mérite quelque réflexion à ce sujet !

L'hyperspécialisation est un facteur efficace de stérilité, puisqu'elle empêche le travail en commun. C'était la force de l'École Polytechnique que d'être une école réellement pluridisciplinaire, et de permettre l'accès rapide aux responsabilités d'ingénieurs qui étaient créatifs parce qu'ils savaient mettre ensemble ce qui était séparé et faire se rejoindre ce qui était disjoint, entre disciplines comme entre chercheurs, au service de l'entreprise ou de l'institution pour laquelle ils travaillaient. C'était la force des écoles françaises d'ingénieurs : la culture scientifique générale ! Et ce n'est pas un hasard si tant de polytechniciens ont été des entrepreneurs schumpétériens : ils étaient initiés à faire le lien entre ces deux mondes, celui de la connaissance abstraite et celui de l'industrie !

La plus grande confusion règne dans ce domaine, parce que le retrait est à peu près impossible. L'exemple des sciences de la reproduction humaine, du clonage du vivant à la manipulation des codes ADN-ARN, jusqu'à l'utilisation des diagnostics de la médecine prédictive, est le plus sensible, et le plus démonstratif (les polémiques autour des manipulations du vivant humain auxquelles a donné lieu le projet « CRISP-R » sont significatives). D'un côté, ceux qui professent que tout ce que l'homme a pu acquérir de maîtrise, de capacités et de techniques a été, est, et sera toujours employé ; ceux-là manifestent généralement une confiance religieuse dans les vertus de la science à délivrer l'humanité de toutes les

déterminations de la nature. De l'autre, ceux qui réclament la maîtrise par le droit, par la morale et par la société des capacités et des techniques que les progrès du savoir et la mise en œuvre des connaissances autorisent. Le débat était aisément tranché quand une autorité supérieure, Dieu, le peuple ou le sens de l'histoire, permettait d'arbitrer. Il est infiniment difficile quand il s'agit seulement de choisir ce qu'on accepte et ce qu'on refuse, sans autre guide que la conception que chacun peut avoir de ce qu'est la vie humaine, et des conditions d'une bonne vie. Ici encore, savoir et connaissance ont changé de statut depuis que l'un et l'autre ne peuvent plus se réclamer d'aucun paradis, depuis qu'ils sont banalement, platelement, le moyen que les affaires marchent. Ici encore, l'évolution est décisive : savoir et connaissance se voient à la fois portés au pinacle, et privés de leur tranchant. Célébrés, mais désarmés ; d'autres, en d'autres temps, auraient dit : récupérés. Ramenés à leur utilité. Confrontés à leurs effets, et réduits à ces effets.

Depuis la disparition de toute instance, foi, révolution, Nation, espace vital, etc., légitimant un point de vue englobant et supérieur, savoir et connaissance flottent dans un espace indéfini, celui qui s'appelaient morale laïque, celui qui pourrait s'appeler demain écologie humaine, et que l'on résumera comme la science de la bonne vie, une science actuelle, encore et toujours combien actuelle !

La politique comme l'entreprise seraient-elles inconscientes victimes de ce mouvement de fragmentation ? Henry Mintzberg, dans Des managers, des vrais ! Pas des MBA, avait bien expliqué le mouvement qui conduit l'entreprise à juger des formes, et à laisser passer l'essentiel. Car celui qui a si bien décrit comment courir le 1500 m peut être un handicapé incapable de courir lui-même. Car celui qui a publié ce nouveau manuel de management si convaincant et si brillant peut fort bien être un universitaire qui de sa vie n'a jamais eu à animer, diriger, motiver une équipe – et en serait bien incapable. Car ce technicien de la vente ou du marketing qui sait si bien faire progresser le chiffre d'affaires peut être à la fois totalement inconscient et totalement indifférent à la personnalité de l'entreprise, à ce qui la fait choisir, préférer, et durer. Le risque n'a rien d'anecdotique, il est même en train de devenir essentiel, il hante les dirigeants en quête de leur successeur ; en quoi importent l'expertise, la conformité, le management, par rapport à la seule et simple capacité de jugement ?

L'addition de savoirs, de compétences, de techniques, ne fait pas une vision, pas plus chez un homme que dans un système.

Car le respect et la contribution au système n'assurent en rien la capacité à diriger le système, s'ils assurent probablement une incapacité radicale à casser le système. Car l'adjonction de capacités dédiées, spécifiées, n'assure en rien l'appréhension de cette totalité qu'est une entreprise ou une Nation, totalité qui lie implicite et explicite, transparences et secrets, conformité et singularité. Le plus grand risque est que le recrutement des meilleurs, dans chaque domaine particulier de l'action, aboutisse à un vide sidéral quand il s'agit de l'ensemble.

Le plus grand risque est que la juxtaposition d'experts, de sachants, de praticiens virtuoses, ne rende la société radicalement incapable de se comprendre elle-même, de se définir, avec ses limites, ses singularités, et son identité.

Et le plus grand risque est que l'explosion des techniques du savoir et de la connaissance fasse disparaître le jugement, étouffe même toute prétention à juger, puisque les machines sachantes, savantes, deviennent les seules instances globales, au nom de l'accumulation de données dont elles disposent – et au prix d'une confusion désolante, jamais l'étendue du savoir n'ayant signifié quoi que ce soit en termes d'intelligence et de jugement !

La société de la connaissance, celle du savoir, se révèle étonnamment handicapée dans le domaine du jugement. Une base de données, aussi large soit-elle, ne comprend rien, ne prévoit rien, n'enseigne rien.

Chacun connaît les aberrations auxquelles la recherche mécanique de corrélation entre données éparses a donné lieu, les dérives racistes ou discriminantes auxquelles elle donne lieu : confondre corrélation et causalité est la faute permanente des vendeurs de systèmes d'exploitation des données.

L'incapacité des constructeurs automobiles américains à juger des transformations irréversibles de leur marché, jusqu'à menacer de mort leurs entreprises, n'a d'égale que l'ingénuité d'une Union européenne incapable de reconnaître derrière les marchés émergents des puissances émergentes, des États européens à prévoir que le placement de la dette publique sur les marchés internationaux les plaçait tôt ou tard sous la dépendance des grands intermédiaires bancaires anglo-américains, et celle de l'Occident à comprendre que le mondialisme faisait de l'arme du travail gratuit une arme de destruction massive aux mains, pour l'essentiel, des puissances asiatiques. Et si la société américaine est celle qui a le plus tôt et le plus profondément été bouleversée par les outils du savoir, force est de constater que ses échecs stratégiques répétés ne témoignent pas d'une capacité de jugement améliorée. Tous les dispositifs qui tendent à soulager la mémoire, à dégager du temps et de la disponibilité intellectuelle, sont excellents à la condition qu'ils n'obèrent pas le jugement. C'est la ressource qui distingue les dirigeants de ceux qui ont font fonctionner les systèmes, mais sont incapables de se prononcer sur ses fins, donc en définitive de décider vraiment. Et c'est la ressource qui fait décidément défaut à des sociétés européennes incapables de formuler un sens collectif, mobilisateur, à la vie en commun – des sociétés incapables de se penser elles-mêmes et de dégager une vision de l'avenir voulu. Un seul exemple : les pays de l'Union européenne encouragent, voire favorisent, les réseaux, les connexions, les assistants numériques, etc., tous outils de l'isolement et du repli, tout en désignant l'isolement comme la première pathologie urbaine ! Où est le jugement ?

La suspension du jugement accompagne la société de la connaissance. La tentation des politiques de s'en remettre aux données dispo-

nibles interprétées par des experts est une régression majeure, dont le traitement par le gouvernement de la France de la pandémie de 2020, placée sous la responsabilité d'un introuvable « Comité d'experts » fournit le regrettable exemple ! La tentation du jugement politique de s'en remettre à l'expertise scientifique n'est pas nouvelle, elle couvre toujours une démission.

La faculté de jugement est d'un autre ordre que celle du savoir.

Certaines de ses conditions sont contraires à l'utopie de la société du savoir telle qu'elle se diffuse – société du relativisme absolu, société en apesanteur, société où il est interdit de demander pourquoi.

C'est toute la différence : l'IA saura très bien « comment », et sans doute mieux que n'importe qui. Elle ne saura jamais dire « pourquoi », qui relève du sens et de la liberté. La plus grande force de l'IA est aussi sa plus grande faiblesse : elle ne saura pas se tromper, quand juger, comme gouverner, c'est se tromper.

La faculté du jugement ne s'apprend pas, sans doute. Mais elle dépend de la formation. Mais elle se nourrit de principes. Mais elle s'ancre dans un rapport au réel, celui que chaque culture incarne pour le peuple qui l'a développée. À cet égard, une certaine forme de société de la connaissance, sous les couleurs de l'universalisme, de l'indifférenciation et du zapping, paralyse le jugement. Elle rend aveugle à la distinction essentielle entre les effets et les causes, entre les accidents et les systèmes, entre l'anecdote et l'essentiel. Elle rend sourd au glissement des choses, aux transformations silencieuses, aux courants profonds qui déterminent la capacité à agir et font l'effectivité des projets.

Le rêve est que l'entreprise comme la Nation marchent toutes seules et que la société fasse l'économie du débat et du choix. De la démocratie, aussi ! Que la perfection de nos systèmes nous dispense de la décision et de l'action. Qu'une économie radicale du pouvoir soit possible, analogue à ce dont rêvaient les légistes chinois quand ils construisaient des règles et une administration impériale si parfaite que l'empereur n'avait plus rien à faire, il avait simplement à être la figure abstraite, muette et figée du pouvoir. Ce rêve est celui où l'ensemble des collaborateurs, du Président au technicien, peuvent se dispenser de penser, de juger et de comprendre, ils n'ont qu'à faire tourner le système, appliquer la procédure en toute conformité et à consulter les experts réunis en Comité. Ce système est celui de la disparition de la personne et du citoyen, cet être de jugement, au profit de l'individu, ce clone standardisé et conformé par ses droits. Ce rêve d'une société en apesanteur, délivrée de tout contexte historique, culturel, géographique, social, hante la mondialisation.

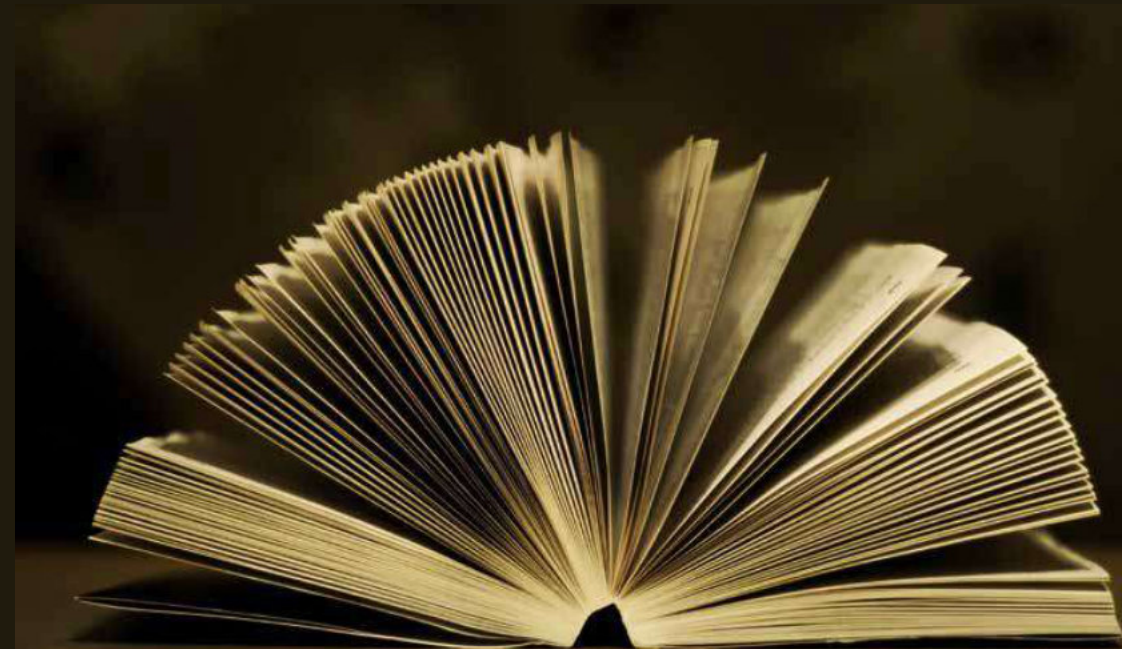
Il exprime une grande fatigue devant la politique, une grande envie d'être délivré de la peine de vivre, de choisir et de décider. Rêve de la société en pilotage automatique... Faut-il ajouter que ce rêve est aussi celui de la disparition de l'entreprise au profit d'un nœud de contrats individuels, et de la société dans les droits individuels ?

Les aventures du marché

Un cycle complet d'études supérieures dans les Universités de la Ivy League américaine peut coûter, tous frais compris, jusqu'à 500 000 \$ aux étudiants qui peuvent ou ne peuvent pas les financer. La logique est incontestable : le diplôme d'une de ces universités est une quasi garantie de revenus de plusieurs centaines de milliers de dollars par an, au bout de quelques années. Voilà ce qui explique une dette étudiante égale à plus de 1 500 milliards de dollars aux États-Unis, dont une grande part ne sera jamais remboursée. Voilà qui justifie du point de vue des Universités, organisations privées en compétition pour leur financement, l'inflation constante du coût des études, indexée sur la hausse des rémunérations supérieures. Et voilà ce qui suscite une inquiétude croissante : que se passe-t-il pour les étudiants aux espérances déçues, qui ne pourront jamais rembourser la dette de leurs études, consacrée à la conquête d'un savoir qui désormais se paie ?

“ De quatre choses nous avons plus
que nous ne croyons : des péchés, des dettes,
des années et des ennemis. ”

Proverbe persan





L'extension du domaine du marché est l'un des caractères les plus distinctifs de nos sociétés, c'est sans doute celui qui les distingue le plus radicalement de toutes celles qui l'ont précédée, de toutes celles qui subsistent encore aux alentours, aux marges, aux confins. Et l'extension du domaine du marché au savoir est à la fois récente, brutale, et encore imprévue dans ses conséquences, assez pour valoir attention. Une situation absolument nouvelle se fait jour, dans laquelle le savoir échappe à l'échange gratuit, au don, pour devenir un objet d'investissement, une liability – quelque chose qui doit procurer un revenu à son détenteur, plus encore à son découvreur. Inutile de citer ce fait bouleversant : les trois entreprises à valoir plus de 1 000 milliards de dollars en Bourse, Apple, Microsoft et Amazon, sont toutes les trois des entreprises dont la matière première est la data, pour l'accumuler comme Amazon, pour en établir des liens, comme Microsoft, pour l'intégrer au quotidien, comme Apple. Il serait encore plus éclairant d'évaluer la considérable montée en puissance du chiffre d'affaire des formations, enseignements et tutorats privés partout dans le monde, en Europe aussi, et en France aussi !

Dans cette situation, la défaillance des systèmes publics d'éducation, commune à l'ensemble des pays dits « développés », joue un rôle majeur, comme le fait par ailleurs la demande de plus en plus explicite d'un lien direct, mesurable, entre la détention d'un savoir sanctionné par un diplôme, et une activité professionnelle, un revenu correspondant (le diplôme d'une école de commerce valant ce que valent les salaires à l'embauche...). Pour mesurer cette défaillance, point n'est besoin de s'enliser dans le débat impossible sur la baisse du niveau des savoirs d'élèves ou d'étudiants supposés bien inférieurs à leurs aînés ; depuis combien de

siècles les pères déplorent-ils la décadence de leurs fils? Un signe ne trompe pas, celui des rémunérations des enseignants, ceux qui s'appelaient instituteurs puis professeurs, comparé à celles des responsables du marketing, des bases de données ou des gestionnaires d'algorithmes. Une société révèle le cas qu'elle fait du savoir et de la préparation du long terme, dans le sort qu'elle réserve à ses enseignants, ceux qui sont chargés de la transmission directe, humaine, personnelle, aux enfants et aux jeunes. Ce sort à la fois monétaire et extra-monétaire s'est dégradé sans cesse depuis cinquante ans, alors même que la connaissance était partout proclamée clé du futur.

Nos sociétés de la connaissance se distinguent par la médiocrité de la considération aussi bien salariale qu'extra-salariale qu'elles portent à ceux dont le métier est de transmettre et de diffuser plus que le savoir, une identité collective et une faculté de jugement – à moins que ce ne soit justement le projet, celui où le savoir déculturé en finit avec l'identité et le jugement, celui qui prépare la mise en place de la société de l'obéissance et de la conformité...

Google, Wikipédia, à leur manière Facebook ou Twitter, Amazon ou Apple, sont des entreprises du savoir et de la connaissance. Elles les organisent, elles les rendent accessibles, elles assurent leur diffusion infinie. Elles sont des entreprises des savoirs, et de la représentation du savoir. Et elles tendent à acquérir le monopole du savoir, à partir de la maîtrise des techniques de l'information. Elles sont donc, puissamment, entreprises de pouvoir, entreprises politiques. Et leur empire est celui de l'esprit humain.

Les entreprises du savoir sont des figures du monde qui vient, parmi les plus inattendues mais aussi les plus réelles. L'entreprisage du savoir est engagée. Les écoles de commerce dispensatrices de MBA, les écoles d'ingénieurs, les universités des filières scientifiques et techniques, deviennent elles aussi des entreprises du savoir, elles sont entrées dans le processus d'élaboration d'un marché mondial, avec des équivalences mondiales, des prix d'acquisition, des assurances et des systèmes de financement, mais aussi des retours sur investissements établis. Les banques d'investissement ne s'y trompent pas, dont certaines anticipent la construction d'entreprises mondiales de formation et de validation de compétences, prestataires désignés de l'entreprise mondialisée, acteurs enthousiastes de l'aplatissement du monde (les Français ignorent les grandes manœuvres financières qui se trament derrière le contrôle des Ecoles de Commerce ou des enseignements en ligne, leur capital, leurs marques, leurs droits moraux). Et chacun peut deviner l'intérêt que les fournisseurs d'accès, les constructeurs de réseaux, et les créateurs de contenus, peuvent trouver à se chercher, à négocier et à s'entendre. Qu'il s'agisse des «cours supplémentaires», source de revenu complémentaire pour les enseignants qu'il faudrait évaluer, mais aussi source de ventes d'un volume significatif pour les prestataires spécialisés, qu'il s'agisse des cours de vacances, des enseignements par Internet et des préparations

aux examens sur site, l'activité est en progression constante. Elle suit une croissance à deux chiffres depuis plus de dix ans, et représente un fait social d'importance. Une sphère des formations se constitue de manière autonome par rapport aux politiques publiques et aux Nations.

L'industrie de la transmission sera l'une des activités les plus créatrices de valeur dans les années qui viennent. À une condition toutefois, que rien ne vienne infirmer le mouvement selon lequel famille, parents, communauté, Nation, n'assurent plus le travail de la transmission comme ils l'ont fait jusque-là. À condition aussi que les mécanismes républicains de l'école et de l'université cessent d'offrir au plus grand nombre la chance du savoir et l'émancipation des déterminations familiales et sociales. À une autre condition : que le corps des instituteurs, des professeurs, des maîtres, ne soit plus en mesure d'assurer à côté de son rôle officiel, cette fonction d'enseignement. Certains aspects de cette industrie sont déjà en place : de l'IPad à Wikipédia, des réseaux sociaux au livre numérique, des TED Talks aux tutoriels, les briques s'organisent au sein de cet espace social qu'est Internet. Deux éléments déclenchants sont le droit, et plus précisément la propriété des savoirs, d'une part, de l'autre la standardisation, c'est-à-dire la correspondance plus étroite et plus automatique entre le diplôme et le revenu, condition du financement assuré des études conduisant au diplôme.

Le déport de l'éducation de la famille vers l'école, puis vers les entreprises du savoir, est de grande importance, notamment parce qu'il nourrit un continent économique de plus en plus lourd, aussi parce qu'il est puissamment facteur d'uniformisation. Le temps est bien passé où les enfants de l'immigration bénéficiaient d'une double culture, à la fois la culture ancestrale, rigoureusement imposée dans le cercle familial, commandant les mœurs et le respect de soi, et le savoir scolaire, préparant à l'emploi et au rôle professionnel.

Dorénavant, la transmission familiale fait l'objet de toutes les suspensions, et d'abord celui de l'abus de pouvoir du père. La seule transmission autorisée est le fait des éducateurs, des grands frères associatifs, puisque l'école joue surtout le rôle de garderie. L'ensemble fait fonctionner une invraisemblable chaîne de fonctions sociales, et prospère médiocrement une foule de fonctionnaires et de salariés associatifs, dans des conditions d'opacité réjouissantes – réjouissantes sauf pour le contribuable – le tout sous le grand parapluie de la «politique de la Ville». **Qu'importe ! La séparation réalisée entre les savoirs familiaux et le savoir éducatif fournit des postes, des places, et exige des budgets ;** la croissance y trouve son compte, puisque les budgets dits «de la politique de la Ville» connaissent une explosion impressionnante en vingt ans. Et le paradoxe veut que l'instauration du régime du marché et l'extension du marché, se déroulent non pas au sein de l'entreprise privée, mais d'abord par le budget de l'État, celui des Mairies, intermédiaires obligés entre le domaine public et le privé, entre la sortie de la gratuité et l'entrée dans le monde de l'entreprise prestataire. Nous sommes au seuil d'une

nouvelle étape dans la séparation, étape qui suit la sortie de la transmission familiale au profit de l'éducation, essentiellement assurée par le service public de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, et sanctionnée par des diplômes à valeur nationale partout reconnus. L'étape suivante tire les conséquences des défaillances (réelles ou supposées, le débat est autre) des systèmes publics d'éducation, qui mutualisent les connaissances et sont accusés de « tirer vers le bas » leurs élèves. Elle déporte l'accès au savoir, de l'éducation par les enseignants vers la mise à disposition d'outils numériques et la formation du futur adulte citoyen aux logiciels et aux applications qui structurent son esprit et sa pensée. Non pour rétablir la fonction familiale, mais pour assurer une place croissante à l'entreprise privée, en concurrence, et en quête du profit, dans l'enseignement. Qui peut s'étonner de l'intérêt d'un Bill Gates pour la diffusion des micro-ordinateurs dans les écoles primaires ? Tous équipés des logiciels Microsoft, ils formateront les esprits et les cerveaux au monde merveilleux que les milliardaires du Net ont concocté pour nous !

L'emploi social de la connaissance a désormais des fins économiques directes. La connaissance est quelque chose qui rapporte. Il y a un marché pour ça. L'innovation est ce qui permet d'échapper à la baisse tendancielle des prix, du fait des gains de productivité et de la concurrence du travail gratuit. Elle vaut son prix. L'avocat, le banquier d'affaires, veillent sur son sommeil. Ils ont l'oreille aiguisée aux commissions, aux dividendes, aux droits. Ils sont mandatés par le fonds d'investissement, le Venture Capital, le fonds d'amorçage, voire le fonds souverain. Et une nouvelle logique se fait jour, dans laquelle le savoir paie et se paie. Par glissements progressifs, l'acquisition du savoir devient un processus d'investissement, dont le rendement escompté se mesure, s'assure, s'escompte. Derrière les mécanismes en développement rapide des prêts aux étudiants, qui financent leurs études, derrière les mécanismes d'avances sur les revenus futurs consentis par les entreprises qui font leur marché parmi les étudiants, il s'agit bien d'investissement, mais encore incertain, mais encore aléatoire. Pour les rendre plus assurés, pour les intéressés eux-mêmes, mais aussi pour ceux qui les financent, il faut que se mette en place un mécanisme rigoureux de contrôle d'accès, d'habilitation, de monopole. Et le mouvement est en cours. Impossible d'accéder à certaines fonctions dans l'entreprise sans le MBA correspondant. Impossible d'exercer certaines responsabilités sans les diplômes qui sanctionnent un apprentissage dédié. Impossible de prendre la responsabilité d'une mission, d'une opération, sans le grade universitaire adéquat. La demande de CV, pour les missions confiées par des organisations internationales, pour les interventions auprès de grandes entreprises, équivaut en première approche à une demande d'habilitation par les diplômes : la standardisation des approches, des managements, des modes de travail, s'y trouve garantie. Pas de surprise, bonne ou mauvaise, à attendre ; la conformité, et l'effet satisfaisant pour le dirigeant selon la logique implacable : « on ne peut pas nous reprocher d'avoir pris le meilleur ! »

Le bouclage qui se met en place aboutit à garantir le revenu du détenteur du diplôme ; il place naturellement le fournisseur du diplôme dans la situation d'un prestataire à haute valeur ajoutée, dont le chiffre d'affaires va dépendre de plus en plus rigoureusement du prix que le marché paie pour le diplôme qu'il délivre, ou dont il assure l'obtention. Voilà le mécanisme qui tout doucement est en train de transformer tout ce que nous croyions savoir des formations supérieures et de l'Université. Voilà la logique qui place les diplômes dans la situation de produits financiers, dont les producteurs, établissements d'enseignement, sont en concurrence, et dont les acquéreurs et ceux qui les financent attendent un rendement financier satisfaisant. Par l'assurance du revenu futur qu'il comporte, un diplôme devient un actif financier qui se finance comme un autre, y compris en s'endettant à trente ans, et un produit financier comme un autre, qu'écoles et universités mettent sur le marché à son prix. Et voilà ce qui bouleverse la nature même du savoir et de la connaissance, en les transformant en objets d'investissement, comme d'autres et parmi d'autres.

Nous en avons bel et bien fini avec cette situation, archaïque sans doute aucun, à laquelle Paul Romer, le professeur d'économie de Stanford, faisait référence dans son fameux article de *The Journal of Political Economy*, de 1990, quand il essayait de caractériser les facteurs endogènes de la croissance, et qu'il appuyait sa théorie sur le caractère « non rival » des idées et de la connaissance – chacun peut les utiliser sans en déposséder un autre –, sur les rendements croissants de la diffusion du savoir ou de la connaissance, à condition, il est vrai, que le droit protège l'invention des idées. Savoir et connaissance ont leur prix, ce qui signifie que le marché leur donne un prix. Il faut payer pour savoir : il faut payer à la fois pour bénéficier de la transmission d'un savoir, et pour exploiter ce savoir.

Le marché va plus loin, il demande d'aller plus loin. Puisque la connaissance vaut cher, puisque le savoir se paie, pas question de permettre qu'il se passe n'importe quoi dans des domaines aussi cruciaux pour la marque, le positionnement, le chiffre d'affaires et la marge. Pas question par exemple qu'une avancée imprévue rende obsolète le produit qui vient d'être lancé à grand frais et qui est loin d'avoir saturé son marché. Pas question d'une innovation intempestive qui vienne ruiner une démarche marketing déployée sur cinq continents et plusieurs années, pour implanter une gamme entière de produits. Et pas question de laisser n'importe qui dans n'importe quel laboratoire trouver n'importe quoi qui déplace les situations concurrentielles, ou, pire, provoque une rupture dans le marché, rende caducs des investissements et des lignes de production...

C'est pourquoi les ressources du droit sont mobilisées moins seulement pour protéger ce qui a été trouvé et le rendre marchand, que pour bloquer la recherche des autres, organiser des territoires, garder les frontières. C'est pourquoi la protection des marques, des brevets, des domaines, exerce une fonction malthusienne, de plus en plus

ouvertement malthusienne, qui consiste à éviter tout progrès avant rentabilisation achevée des investissements effectués.

Internet permet à l'évidence de franchir une étape dans cette direction, puisque la connaissance vaut, la connaissance se paie, et que bientôt la connaissance sera ce qui paie. Les logiques de consultation et d'établissement de la vérité dépendent entièrement du succès, de la légitimité acquise par le succès et par l'audience, dont le magistère intellectuel, la censure des comités de lecture ou des mandarins des lettres, et aussi une forme d'aristocratie reconnue légitime, ont préservé l'édition. La transformation du rapport à la vérité est brutale, impitoyable et à ce jour sans appel, qu'il s'agisse de Wikipédia, de Google, des encyclopédies participatives, ou des moteurs de recherche dans leur ensemble. L'audience fait la vérité. Ce qui est vrai est ce que le plus grand nombre d'internautes connectés juge vrai – ce qui réserve bien des surprises dans le proche avenir, à partir du moment où le nombre d'internautes chinois a dépassé celui des Américains et laisse loin derrière lui celui des Européens!

La bataille de l'instance chargée de dire le Vrai, parce qu'elle devient une bataille de nombres, est une bataille perdue pour l'Occident, de plus si divisé sur ce qu'est la vérité!

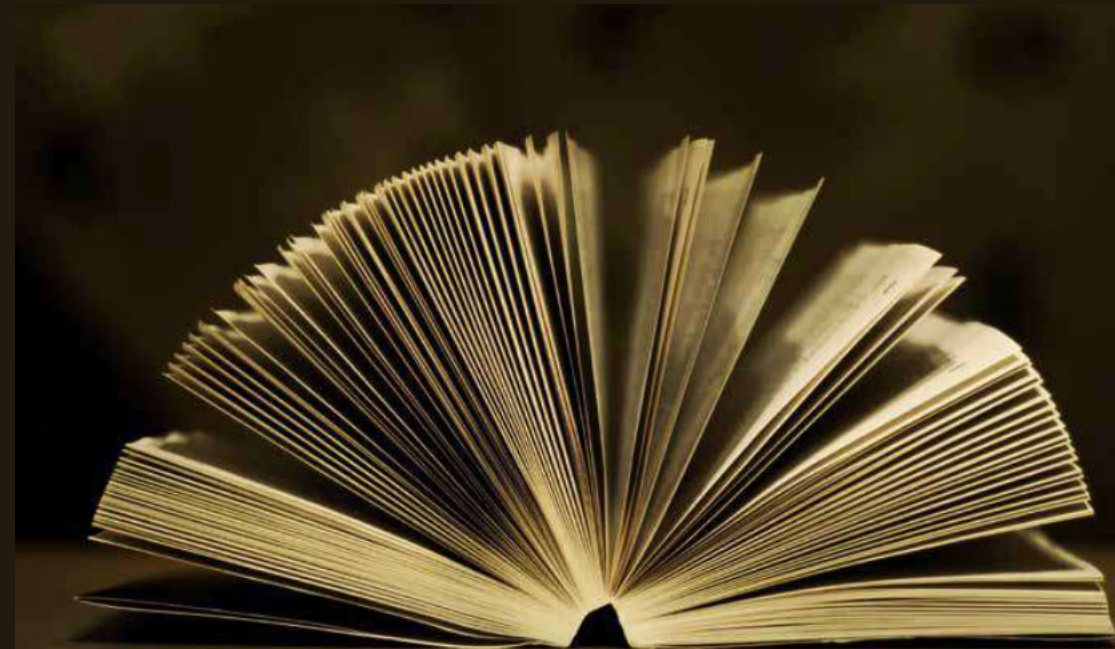
Le système Internet réalise la version contemporaine de ce dévoiement démocratique qui veut que l'opinion du plus grand nombre soit considérée vraie, sans autre examen. Il faut relire à ce sujet les pères fondateurs de la démocratie à l'américaine, tellement défiants à l'égard du pouvoir populaire, tellement soucieux de placer l'économie en-dehors du pouvoir du nombre, ces Madison et Jefferson dont Tocqueville a commenté les écrits avec une acuité toute contemporaine! Quand nous parlons de la gouvernance d'Internet, quand certains s'inquiètent du populisme, quand d'autres redécouvrent les vertus de l'élitisme républicain, il faut entendre que la confrontation avec la loi du nombre, et des grands nombres, ne fait que commencer. C'est l'autre face de l'économie de la connaissance qui est en train de se découvrir: nous sommes peut-être en train de sortir sans bien le voir d'un monde où l'on s'enrichissait en partageant ses connaissances, pour rentrer dans un monde où la connaissance devient un produit en rayon, et vendu son prix...

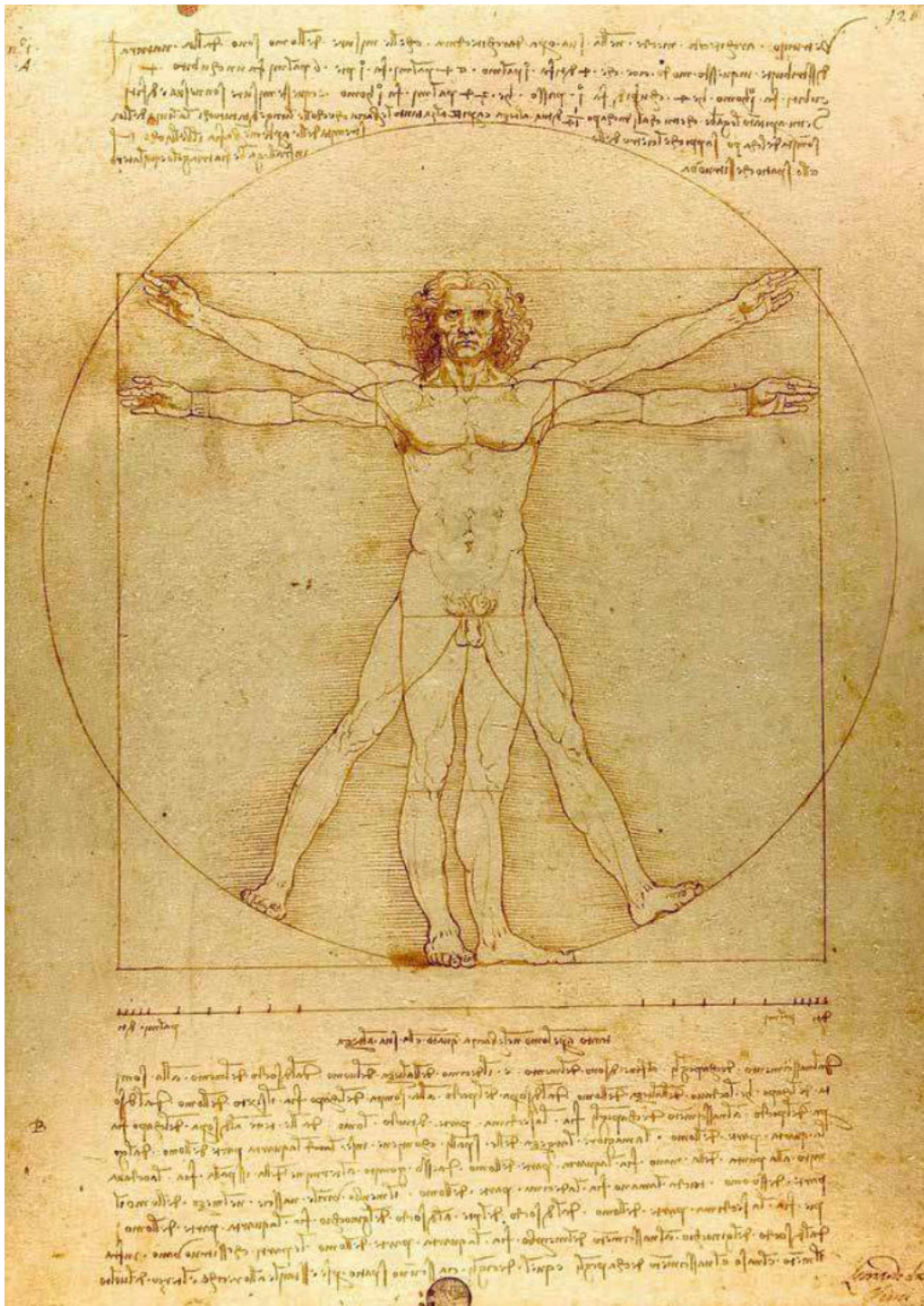
Un continent inconnu

Nous entrons en territoire inconnu. Les machines sachantes en savent plus que nous sur nous. Le savoir quitte l'esprit humain pour être traité, organisé, formalisé par les algorithmes et l'IA et nous revenir sous forme de prescription. Le départ de l'esprit humain, du jugement et de la liberté vers des prothèses artificielles interroge ce qui fut bien à tort jugé pour la singularité humaine, et tout ce que la civilisation occidentale a mis en avant comme étant le propre de l'homme. Notre génération est confrontée à cette découverte décapante : le propre de l'homme est le corps, bien plus que l'esprit, comme les Canaques l'avaient déjà appris au missionnaire qui espérait leur avoir apporté l'âme ! Car les prothèses intelligentes suppléent et dépassent la mémoire et le jugement humain, quand les robots ne parviennent pas, et de loin, à égaler les capacités les plus banales du corps humain.

“ La tristesse de l'Intelligence Artificielle est qu'elle est sans artifice, donc sans intelligence. ”

Jean Baudrillard





Chaque génération, c'est bien connu depuis Platon, est la première à assister à l'effondrement du système éducatif, de l'autorité parentale et de l'institution familiale. Internet, Facebook et Google, sans parler de Netflix, sont ce qu'avaient été la BD, la science-fiction ou le roman policier voici cinquante ans, le cinéma et le bal municipal voilà bientôt un siècle – la fin de la culture, de l'art et du sérieux. Mais chaque génération assiste aussi à la même génération spontanée d'ingénus qui vivent une époque formidable, qui fêtent chaque jour l'avènement de la paix, de l'amitié et du progrès, et pour qui tout est bien qui est de leur temps. De sorte qu'il faut se garder de la double tentation de la béatitude louangeuse et de la déploration stérile. De sorte qu'il s'agit, au moment d'explorer le continent inconnu du savoir et de la connaissance au XXI^e siècle, de reconnaître d'abord que nous ne savons à peu près rien de ce qui sera fait du stock de connaissances disponibles et d'outils désormais mondialisés.

Les modes de transmission et de structuration du savoir sont radicalement décontextualisés. L'histoire, la géographie, et ce lien entre l'homme et la nature que réalise la culture, n'ont plus de place dans le savoir numérisé tel que le continent occidental y a accès (la situation est bien différente en Chine, en Inde, et dans les pays qui ont pris le contrôle d'Internet et où les réseaux servent l'affirmation de l'identité nationale et du projet collectif).

C'est probablement l'élément déterminant, et grave, que les entreprises privées aussi bien que les sociétés politiques vont rencontrer dans un proche avenir. Système éducatif, moteurs de recherche et formations professionnelles partagent désormais le refus de toute détermination géographique ou historique, la négation de toute singularité ou de tout par-

ticularisme, au nom de la lutte ingénue contre les discriminations, sans doute, plus sûrement au nom du projet d'uniformisation qui assurerait si bien un pouvoir universel ! **Le résultat est que le modèle d'acquisition des savoirs et de la connaissance que connaît le marché est radicalement indifférenciant, banalisant et mondialisé.**

Partout, il tend à instaurer les quantités et à ignorer les qualités (lire Olivier Rey, *Le pouvoir des chiffres*). Partout, il développe des systèmes et des procédés d'uniformisation et de standardisation : il est tellement plus simple de croire que l'enseignement est partout le même, tellement plus rentable de procéder au même enseignement du management, que l'on s'adresse à des Chinois de la diaspora, à des Américains de l'Idaho, ou à des Nigériens musulmans ! Le modèle des enseignants et des formateurs semble être celui de ces généraux de l'armée française, avant Bugeaud, et plus tard Lyautey, qui envoyaient les soldats français conquérir les colonies avec un uniforme rigoureusement identique à celui de mise dans les Flandres ou les Vosges. Le résultat était là : les fantassins mouraient comme des mouches, en Indochine comme à Madagascar, non sous les balles dont les ennemis étaient bien dépourvus, mais par déshydratation, coup de chaud, et coup de sang. Le résultat est là : les MBA alignés, les diplômés conformes, les formations à valeur internationale, fabriquent des clones pauvres en monde, c'est-à-dire tellement persuadés de l'universalité de leur savoir et des valeurs qu'il véhicule, qu'ils sont à peu près incapables de ressentir la diversité du monde, sa surprise et ses écarts, autrement que comme d'incohérentes manifestations à corriger, si ce n'est des signes terroristes d'hostilité à leur égard !

Et le résultat sera là : des entreprises qui ont cru bon d'adopter une culture mondiale, c'est-à-dire uniforme en tous lieux et sur tous les marchés, seront tout simplement hors marché quand le retour en force des singularités aura balayé les ingénuités universalistes et leur conformisme de rigueur.

Piégées par le numérique et son postulat d'universalité, l'entreprise comme la Nation paraissent encore très largement inconscientes de la rupture intervenue dans la transmission, de la défaillance majeure des systèmes publics d'éducation dans l'acquisition des savoirs et des comportements, mais aussi de l'entrée d'acteurs privés dans le marché nouveau du savoir et de la connaissance. Cette inconscience ne peut être pérenne. Car la dérive des processus d'apprentissage, de transmission, d'utilisation du savoir et de la connaissance au sein des sociétés développées a d'immenses conséquences pour la société d'abord, mais aussi pour l'entreprise confrontée à une forme inattendue et déroutante d'anomie sociale, de déperdition culturelle, qui peut la laisser désarmée. Car elle fait face à une génération qui, derrière le flot ininterrompu d'images et de messages du monde, est pauvre en monde comme ses grands-parents ne l'étaient pas – incapable de mesurer, de respecter, d'apprécier la diversité du monde, seulement capable de la juger et de réduire à la conformité rassurante l'insaisissable fantaisie de la vie.

La relation entre savoir et agir se resserre. Un niveau de tension jusqu'alors inconnu les lie : il faut que ça rapporte ! Le problème est que cette mise sous tension finit par perdre son objet. La méprise actuelle sur les conditions de l'innovation et le fonctionnement de la R&D en est largement l'origine. Toute une littérature, notamment consacrée au capital intellectuel, fait croire que l'entreprise se nourrit du savoir. La mobilisation du savoir et de la connaissance serait même l'acte déclencheur de l'innovation, à travers cette boîte noire qu'est la R&D, boîte noire dont tous les miracles sont attendus. Elle nous permet de réinventer la figure de l'entrepreneur schumpétérien, celui qui rompt avec la tradition, avec les faire anciens, avec les croyances d'avant. Celui qui fait advenir le neuf. Sa figure la plus répandue est celle de l'ingénieur qui a accès au savoir d'une discipline et qui exploite un stock de connaissances disponibles, préexistantes, dans cette discipline, ou celle du commercial qui mobilise les développements les plus récents de la connaissance en les appliquant au monde réel, à travers des produits ou des services qui leur donnent un prix. En d'autres termes, il réalise l'interface entre deux mondes disjoints, celui de la connaissance, et celui du marché. De l'Air Liquide à Michelin, de Renault à L'Oréal, de l'inventeur Georges Claude au bâtisseur Francis Bouygues, l'histoire des entreprises au XX^e siècle abonde en exemples de cette rencontre féconde, qui demande pourtant à être analysée plus précisément.

Car jamais il ne s'agit de recherche ou d'invention au sens strict, mais toujours d'une mobilisation intelligente ou d'une manipulation virtuose ou ingénieuse du stock de connaissance et de savoir déjà constitué. Dans l'innovation, l'intuition, le hasard, ou l'intelligence du petit détail qui change tout, jouent le rôle que l'augmentation du savoir et de la connaissance ne joue pas. Dans la recherche et développement, c'est la mobilisation, c'est l'utilisation et c'est l'organisation des savoirs et connaissances existantes qui jouent le rôle que la recherche pure, la recherche amont, ne joue pas. Est-ce un hasard si les grandes percées des trente dernières années sont aussi insolemment dominées par la recherche publique et par les activités stratégiques que conduisent les États, qu'il s'agisse d'Arpanet, origine d'Internet, des radars, ou des systèmes de géolocalisation ?

Le point important est que la connaissance se constitue ailleurs, en amont, dans des systèmes et selon des logiques qui sont externes à l'entreprise, à l'économie, et indifférents aux applications qui peuvent en être faites – loin, très loin de la R&D qui regarde toujours d'un œil la rentabilité attendue du capital investi...

La réalité est qu'un grand nombre de chercheurs travaillent, cherchent, et parfois trouvent, parce qu'ils aiment ça ! Et la réalité est que les incitations diverses – argent, prix, conditions de travail, etc. – jouent probablement un rôle moindre que la passion de chercher, le sentiment national, ou l'esprit de compétition ! Voilà pourquoi les modalités d'encadrement de la recherche et du savoir ont toutes les chances de tuer la

recherche et le développement du savoir. Et c'est aussi ce qui détruit la poule aux œufs d'or – la recherche désintéressée, celle qui trouve, qui invente, et qui transforme.

S'il est vrai qu'une part décisive de la révolution industrielle et de la société démocratique a été rendue possible par la production désintéressée de connaissances du fait de minorités totalement coupées des conséquences économiques de leurs découvertes, et pour être clair du revenu direct ou indirect qu'elles pouvaient en tirer, alors **le nouveau statut de la connaissance signifie que nous entrons dans une société qui non seulement ne renouvellera plus son stock de savoir, mais qui sera incapable sur ce point de progresser.**

L'histoire des sciences, celle de la philosophie ou de ce qui s'appelle aujourd'hui les sciences humaines, est sans ambiguïté à cet égard : le désintéressement caractérise le plus grand nombre de ses figures marquantes, ou plus exactement, le désintéressement économique. Car la plupart étaient intéressées à rester dans les mémoires, à transmettre un savoir neuf, à laisser une trace dans leur discipline, à égaler les Anciens vénérés, ou simplement à devenir à leur manière des héros ou des saints, et d'attirer à eux dévots ou suffragettes – pardon : mécènes et étudiantes... Loin de l'économie en tous cas, et de la maximisation de leur revenu immédiat. Loin donc de la manière contemporaine dont l'économie s'empare de la connaissance, au risque de tuer son développement, pour vital, célébré et reconnu qu'il soit.

Le mouvement le plus redoutable découle de la transformation en cours dans la nature même du savoir et de la connaissance. La capacité d'accès est en train de se substituer à l'acquisition – pour-quoi apprendre quand Google n'oublie jamais ? – le réseau remplace le capital, ce qui signifie que la data et le code d'accès remplacent la culture.

Le savoir réduit à son utilité peut sembler la voie de la sérénité et de l'absence de trouble pour l'entreprise ou l'État, c'est une vision à bien court terme. Car le diplôme qui sanctionne un savoir, car la validation des compétences, car le CV au crible de la non-discrimination, ne disent plus rien des mœurs, du savoir-vivre et de la capacité d'être ensemble. Nous touchons là l'une des vaches sacrées de la modernité et du marché mondialisé, l'idée que la compétence, le MBA la thèse, donnent l'accès universel à l'utilité. Les réussites accomplies des expéditions coloniales américaines, d'Afghanistan en Syrie, sont là pour en témoigner ! Devant les MBA, le monde devait se faire plat, selon l'ouvrage programmatique de Thomas Friedman « The World is Flat ». Il n'en est rien.

La dépersonnalisation à laquelle conduit le CV sans nom et sans adresse, l'illusion que Wikipédia ou Google apportent quoi que ce soit qui ressemble à la connaissance, c'est-à-dire au fait de naître avec ce qu'on apprend ou de changer avec ce qu'on découvre, sont les pièges les plus dangereux dans lesquels les élus ou les dirigeants puissent tomber.

Le savoir est de plus en plus le moyen d'agir, il est de moins en moins le moyen de comprendre. Il est le riche levier de l'action, le pauvre chemin de l'être. Réduit à son procédé, ramené à ses accès, il fabrique en série des êtres pauvres en écart, en recul, en différence. Incapables de saisir l'écart, de deviner l'autre, de sentir l'incommensurable – les choses qui ne se comptent pas ; et du même coup, incapables de se connaître, de se construire et de savoir ce qu'il se doit. Mercenaires, plus qu'entrepreneurs. Serviteurs de n'importe quel maître, plutôt qu'ouvriers de routes ou gardiens du foyer.

Et la situation est grave, parce qu'elle se déroule au moment même où les écarts, les différences, les singularités, explosent, au moment où la revanche des territoires et des cultures particulières se fait violente. Elle a toutes les chances de faire des heureux détenteurs des signes reconnus et célébrés du savoir des êtres en apesanteur, éperdus, inutiles et malheureux dans un monde qu'ils ne comprendront pas et qui ne les comprendra pas parce que l'histoire, la géographie, les appartenances et les liens y auront retrouvé toute leur place, une place dont seule la naïveté universaliste de l'Occident pensait qu'ils les avaient perdus. Et elle a toutes les chances de faire des entreprises qui se seront fiées à ce mouvement d'abstraction, de mise en orbite de leurs managers, de leurs experts et de leurs sachants, des entreprises en danger de rupture avec le réel, des entreprises qui ne seront plus nulle part chez elles, dans leur marché, au milieu des leurs, dans des relations de confiance, de projet et de vision partagée.

La situation vaut d'être examinée avec attention, au moment où le consommateur chinois reproche aux sociétés françaises de ne pas être assez françaises, où le partenaire russe se dit déçu du manque d'affirmation de soi de ses interlocuteurs français, au moment où le mimétisme des dirigeants et l'alignement des stratégies sont reconnus comme facteurs déclenchants et aggravants de la crise. Des peuples, des civilisations, des Nations en proie à la banalisation valorisent la singularité, la personnalité, l'identité.

Le paradoxe entre la reconnaissance proclamée du savoir et les conditions incertaines de la formation et du développement de la connaissance est patent. À ce point, la question s'impose : n'y a-t-il pas contradiction entre les exigences de l'économie et celles du savoir et de la connaissance ? En d'autres termes, est-ce que la société de la connaissance n'est pas très précisément la société de la ruine des savoirs et de la connaissance ? Pas par mépris, par indifférence, par inculture : tout au contraire, par excès d'exigence, de valorisation, d'attente. Nous en attendons trop, nous la sollicitons au-delà de ce qu'elle peut fournir, nous ne savons plus reconnaître la liberté naturelle de l'esprit. Nous voulons programmer le génie, le mettre en courbes et en benchmarks, comme le font ces autorités locales ou régionales qui mettent en statistiques leur capacité à susciter l'innovation, comme la recherche et le développement, sur leur territoire !

Et s'il y a contradiction, il y a également risque : celui que les conditions de la formation, de l'accroissement et de la transmission de la

connaissance soient en train de se perdre dans nos sociétés, en raison exactement de ce qui fait le triomphe du concept et de la réalité de la société de la connaissance.

Littéralement, la société perd connaissance. Elle ne sait plus se penser elle-même, elle ne se connaît plus elle-même, et ce qui se passe autour de la formation est révélateur à cet égard : la société de la connaissance perd son propre mode d'emploi.

Il faut introduire à ce stade le paramètre du risque pour les États qui place la connaissance au cœur du débat politique actuel. Tout se passe en effet comme si le politique était saisi d'une demande grandissante en vue de généraliser la mobilisation des connaissances au service de la croissance et de l'enrichissement individuel et collectif. Et tout se passe comme si cette demande devenait l'un des nouveaux terrains des attentes collectives à l'égard de la politique, un peu comme, dans un autre domaine, l'allongement continu et illimité de l'espérance de vie est devenu l'une des demandes collectives.

Les réformes de l'éducation, si âprement débattues et si durement combattues, vont dans ce sens. Sous des motifs nobles et généreux, au-dessus de toute critique, par exemple l'épanouissement de l'enfant, l'émancipation de l'individu de toutes les contraintes qui le bornent, la suppression des hiérarchies qui le dominent, le contenu de la connaissance est reformaté selon les processus d'utilisation de la connaissance, et ce formatage, cette mise en conformité, tuent le principe de créativité qui préside à la constitution et à l'accumulation de la connaissance. En raccourci, la suppression de la gratuité du savoir, du savoir pour le savoir, du savoir pour le plaisir du savoir, est une condamnation du savoir lui-même. Selon un processus repérable dans bien d'autres domaines, la connaissance réduite à son utilité condamne le mouvement qui l'a constituée, enrichie, nourrie et diffusée.

La reproduction culturelle n'est plus assurée à la base. La mise en conformité de la connaissance à des processus systématiques, normés, duplicables à l'infini, condamne la transmission telle qu'elle a lieu, telle qu'elle a eu lieu, reposant sur une relation directe de personne à personne, et ne propose rien qui la remplace de manière satisfaisante.

Au sommet, l'inventivité n'y est plus. À la base, la gratuité, le respect, l'appétit, n'y sont pas davantage. Les effets sont pour demain.

Les entreprises vont avoir à employer des gens dont l'employabilité n'aura été assurée par aucune transmission des modes de vie en commun, dans ce pays, dans cette société, dans cette activité.

Les Nations sont déjà face à des agglomérats d'individus qui ne sont pas, qui ne veulent pas et qui ne savent pas être citoyens. Pour qu'il y ait intégration, il fallait qu'il y ait quelque chose dans quoi s'intégrer ! Faute de savoir ce qu'elle est et ce qu'elle se doit, la Nation ne propose plus rien de consistant, de résistant, qui légitime un processus d'intégration ! La déculturation des savoirs, effet direct et inévitable de leur décontextuali-

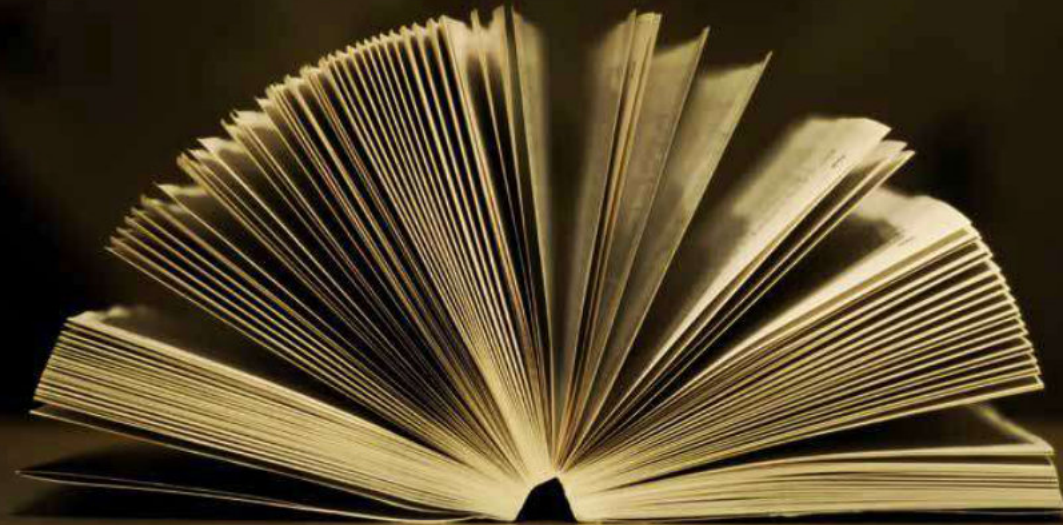
sation, signifie que ce qui est transmis et enseigné représente une part de plus en plus étroite de l'expérience humaine et de la vie. Sous couvert de ne désavantager personne, l'abstraction croissante des savoirs et des connaissances enseignées les éloigne de tout rapport au réel, et si les individus ainsi formatés sont infirmes du jugement, les entreprises ou les sociétés qu'ils composent sont en état d'apesanteur, nulle part d'ici et de maintenant, nulle part bien sur leur marché, bien avec les leurs, bien en prise avec le réel. Parmi les trois composantes que sont les savoir-faire, les savoir-vivre et les savoir-être, l'hypertrophie des savoir-faire, c'est-à-dire de la technique appliquée à tout, et notamment au management ou à la gouvernance, étouffe les savoir-vivre, capacité à vivre, agir et se projeter ensemble, et les savoir-être, moyen de la bonne vie. Il est possible que nous nous trouvions, enseignants, dirigeants, employeurs, devant une part significative de générations qui soient tout simplement démunies des moyens les plus élémentaires de la vie en entreprise, comme de la vie en société.

“ **Poincaré sait tout et
ne comprend rien, Briand ne sait rien
et comprend tout.** ”

Georges Clémenceau,
jugant les deux futurs Présidents du Conseil de la France.

Le renouveau de la politique, ou de l'utopie techniciste ?

Des services de renseignement aux régimes totalitaires, la quête du savoir a toujours été l'obsession de ceux qui détiennent le pouvoir, pour le garder, pour le renforcer, pour l'étendre. À cet égard, l'ivresse de l'IA, du *deep learning* et du traçage individuel devrait ouvrir la voie à une démocratie réinventée sur la proximité, le débat permanent et la responsabilité des acteurs publics – à ce que certains ont appelé « démocratie 3.0 », nous préférons évoquer la démocratie rapprochée. Les outils d'un savoir local, d'une intelligence territoriale, d'une démocratie élargie sont à disposition, ils n'attendent que l'appétit des citoyens pour s'employer... La réalité est inverse. Renforcée par le scandale dit « Cambridge Analytica », du nom de cette société qui aurait joué un rôle dans la manipulation de masse des électeurs américains en faveur de Trump, réveillée à l'occasion des propositions de traçage individuel pour lutter contre la COVID-19 et prévenir toute infraction aux mises en quarantaine, encore accrue par les « révélations » périodiques sur l'emploi de la reconnaissance faciale pour le contrôle de masse, en Chine, la peur est de mise, en France et ailleurs en Europe du moins.





La grande peur des machines sachantes est mauvaise conseillère. Tout projet national, toute ambition politique effective, doivent s'emparer du numérique. Pour comprendre ce qui se passe, d'abord, et cette note essaie d'y contribuer. Pour mobiliser les moyens du numérique au service du projet et de l'ambition, ensuite. Et enfin, et surtout, pour y trouver des ressources d'unité collective, d'affirmation identitaire et de fabrique du « nous » d'une efficacité sans égale.

La littérature surabondante consacrée au sujet n'aide pas. En entretenant des illusions, en diffusant une fausse science toutes en paillettes et en effets d'estrade, les promoteurs des machines savantes et de l'IA comme ceux des manipulations sur le génome humain (au titre de CIRSP-R) contribuent à la peur. La pandémie de COVID-19 n'a rien qui puisse rassurer : que se passe-t-il si les chimères fabriquées à partir de matériel génétique humain sortent des laboratoires ? Une certaine histoire de la science et du pouvoir totalitaire du chercheur s'est arrêtée à Wuhan, en 2020, et on ne s'en plaindra pas.

L'illusion récente est que le savoir externalisé, déporté sur des objets et des systèmes, normé et conformé, permet d'assurer la conduite des sociétés sans le politique – le débat, la contradiction, l'incertitude, la liberté de choix. C'est oublier seulement que la crise politique que nous traversons, dans laquelle s'enlise l'Union européenne, est la crise du sens de la vie en société, et que jamais, en aucune manière, les systèmes et objets intelligents qui peuvent multiplier les divertissements, occupations et jouissances individuelles ne disent quoi que ce soit du sens de l'existence collective – de la question qui les domine toutes. C'est oublier aussi que jamais l'outil n'échappe tout à fait à la main qui l'a

façonné et qui l'emploie, et qu'à ce jour tout, algorithmes, deep learning et robot, renvoie au choix fait par leurs inventeurs ou leurs développeurs, sans que rien ne justifie l'idée baroque d'une responsabilité juridique des robots (développée notamment par Me Alain Bensoussan). Et c'est surtout oublier Wuhan : devant le chaudron de sorcières que fait bouillir le couple du numérique (séquençage du génome) et des biotechnologies, si le politique ne sait pas éteindre le feu, c'est l'aventure humaine qui pourrait bien se consumer. L'enjeu politique majeur est de reprendre la main. L'épidémie de COVID-19 a alerté les opinions sur les effondrements que des apprentis sorciers du trafic d'animaux sauvages, des biotechnologies et de la mobilité infinie pouvaient susciter. Vis-à-vis du numérique aussi, le politique ne peut plus s'abstenir.

Le rôle accru du Big Data du traçage individuel, les promesses de l'IA et l'impact des algorithmes dans le domaine financier comme dans celui des manipulations politiques, interrogent le pouvoir et questionnent la démocratie.

C'est l'urgence d'une génération de se les approprier, de les mettre au service de la politique qu'elle veut et de la France qu'elle veut. Que se passe-t-il quand le savoir n'est plus le propre de l'homme, mais est détenu par des machines qui ont accumulé en vingt ans plus de données que l'humanité toute entière en avait amassé depuis l'origine ? Que se passe-t-il quand les réseaux en savent et en disent plus sur moi que moi-même ? Que se passe-t-il quand une société peut être déterminée de l'extérieur par ceux qui auront acquis les capacités d'orienter, modifier, ou paralyser l'ensemble de ses systèmes collectifs ? **L'expérience est banale : la rencontre d'un interlocuteur que vous n'avez jamais vu, qui ne vous connaît pas, mais qui en sait plus que vous sur vous, parce qu'il a passé des heures sur les réseaux et qu'il a les bons outils de recherche...**

Et que se passe-t-il quand ces machines sont dotées des outils qui prétendent assister, puis suppléer l'intelligence, prescrire des comportements, des choix, des décisions ? C'est une autre expérience banale que celle de ces systèmes qui vous prescrivent la bonne conduite, le bon achat, le bon choix, le bon séjour, pour votre bien, et selon les milliers d'informations accumulées depuis des années lors de tous vos passages sur les réseaux, bientôt à partir de tout ce que diront les objets connectés qui nous enserrent déjà dans un tissu cognitif infiniment ramifié et dense. Ce qui est déjà à l'ordre du jour dans la conduite automobile, dans le diagnostic médical, dans la conduite d'opérations militaires, sera-t-il à l'œuvre dans l'ordre politique ?

Autrement dit, le vieux rêve saint-simonien du gouvernement des ingénieurs et des savants est-il sur le point de se réaliser via l'intelligence artificielle, les objets connectés et le traçage individuel ? Un peu de lucidité oblige d'abord à reconnaître l'extrême faiblesse, le désarmement quasi total de nos régimes politiques devant l'empire de la technique et des nombres.

Ce n'est pas qu'ils ne peuvent pas s'en saisir pour notre intérêt national, c'est qu'ils n'essaient même pas ! Ce n'est pas qu'ils ne savent pas, c'est qu'ils ne veulent pas savoir ! Une démission collective est en jeu, analogue à celle qui a permis à la globalisation d'exercer ses ravages sur notre industrie et nos territoires : ils savaient, et ils n'ont rien fait ! Car rien n'est joué, et les mêmes moyens qui menacent entre les mains des globalistes et des libéraux, sont des outils efficaces et puissants aux mains de citoyens et de patriotes. Menace pour nos modes de vie, peut-être ; mais possibilités immenses de traçage des aliments et des produits industriels, rendant pour la première fois concevable une fiscalité écologique intégrale et restituant au consommateur la capacité de choix qualitatifs que le règne des quantités rendait impossible ; pour la première fois, tout produit peut être sourcé, ses conditions de production déclarées et connues, ses conditions de transport publiées et évaluées. Menace pour le citoyen, sans doute ; et en même temps, ressources nouvelles pour la lutte contre la fraude aux prestations sociales – quelques 40 milliards par an en France ! –, aux fausses identités et à l'immigration sauvage. Menace pour le droit de manifester, de s'opposer, de s'organiser en opposition, menace donc pour des libertés publiques constitutionnelles et essentielles aux citoyens, certainement ; mais en même temps, décèlement précoce des réseaux de trafiquants de toute sorte, de migrants comme d'armes ou de drogue, traçage des mafias internationales et de l'argent nomade, rapprochement facilité entre les revenus déclarés ou légitimes et les consommations personnelles, etc. Menace encore plus de multiplier les laissés-pour-compte de la révolution numérique, d'exposer les administrations et les données des Français à des interceptions extérieures ou des opérations agressives (à l'exemple de celle qui a paralysé une partie des services publics à Marseille, de l'état civil aux listes électorales, à partir d'une cyberattaque le 13 mars dernier, (voir IDées 1)) ; mais en même temps, capacité nouvelle de contrôle des services de l'État et des collectivités locales, possibilités inédites d'activer l'économie circulaire, de faire circuler objets usagés et services de proximité entre voisins, de mettre en place des monnaies locales pour les échanges communautaires, et d'exercer enfin une réelle démocratie locale, y compris en sollicitant l'opinion des citoyens par voie numérique, régulièrement et sans formalisme autre que celui requis par l'authentification du vote personnel. Le même effort de lucidité commande de reconnaître que c'est l'abstention du politique, plus que son impuissance, qui est en jeu.

Dans la dissolution des monopoles qui se sont constitués, et le fractionnement des « GAFAM » en plusieurs entreprises réellement concurrentes ; dans la timidité confondante avec laquelle les pouvoirs publics laissent des entreprises utiliser l'espace public, les infrastructures et le patrimoine national sans payer l'impôt et sans contribuer à leur entretien, d'autres détourner les règles sociales et les statuts professionnels ; dans l'incroyable indulgence avec laquelle des opérations de propagande sont conduites en faveur d'intérêts privés hostiles à la Nation, ses frontières et son identité,

c'est moins l'agressivité des autres que notre passivité qui est remarquable, moins notre incapacité à agir que notre résignation à subir.

Aucune fatalité à cet égard. Un projet national, porté par la volonté populaire, a tous les moyens de reprendre la main. D'autres le font, pour quoi pas nous ? **Les outils de l'intelligence artificielle, du Big Data et du numérique feront ce que des volontés collectives fortes, informées, organisées, en feront.** Par exemple, des moyens incontournables de la tenue du territoire et des frontières. Par exemple, des outils puissants d'affirmation de l'identité nationale. Par exemple, des leviers efficaces de lutte contre le moins disant environnemental, social, territorial, des activités délocalisées. Voilà pourquoi le premier devoir des élus et des militants est de s'informer, de s'approprier les outils, et de les mettre au service de leur projet. Seul, l'affaiblissement de la Nation et de l'État est responsable si tout se passe comme si la technique faisait tout ce que la technique peut faire, et que nous restions sidérés devant elle, avalant tout ce que ses promoteurs intéressés veulent que nous avalions. Voyez la Chine, voyez la Russie, non comme modèles, mais comme exemple de ce que peut un pays qui mobilise sans a priori les outils qui lui sont donnés au service de l'intérêt national ! En France, malgré la CNIL, malgré l'ANSSI, tout se passe comme si l'État ne savait plus dire « non ». De rapport désastreux en rapport complaisant et en rapport acheté – plaire aux GAFAM n'est pas sans petits bénéfices – tout se passe comme si les pouvoirs publics avaient perdu la main sur les priorités, les objectifs, et que les lois, régulations, normes, etc., couraient après une réalité qui leur échappe et sur laquelle elles n'ont pas de prise. Malgré les avertissements rendus publics sur les menaces pour les libertés publiques que représentent les caméras de surveillance, la reconnaissance faciale, la conservation et le commerce des données privées, ou l'importation de techniques sécuritaires de pays en état de guerre ou d'occupation, sans rien de commun avec la situation de la France, peu, ou rien n'a été fait pour que nos démocraties exercent le pouvoir légitime sur les données privées de leurs citoyens et revendiquent le contrôle nécessaire sur l'utilisation et le commerce de ces données. Le couple de la globalisation et de la technique se referme sur des démocraties qui ont naïvement prôné l'ouverture des frontières sans mesurer que la frontière est la condition même de la démocratie, puisqu'elle conditionne la capacité d'une société de se donner ses lois, celles qu'elle décide pour elle-même et qu'elle applique sur son territoire.

Et voilà comment Bill Gates est désigné comme le vrai ministre de l'éducation dans de nombreux pays du monde, comment Georges Soros finance par ses Universités la corruption de la conscience nationale, comment moteurs de recherche, algorithmes et systèmes intelligents servent un agenda globaliste qui commence par la mise en conformité individuelle – au nom du Bien, toujours !

Le lien entre savoir et connaissance, entre connaissance et intelligence, et pour finir, entre intelligence et démocratie, est devenu

problématique. Nous sommes bien sortis de l'émancipation par l'enseignement à laquelle les instituteurs, hussards noirs de la république naissante, ont massivement contribué ! Le propre des réseaux et des systèmes intelligents est exactement le contraire de l'émancipation. Le savoir était le moyen de la liberté, il est devenu l'outil de la conformité, qui peut à tout moment devenir l'obéissance. Avec la connexion permanente à l'information, ce n'est pas le jugement qui gagne, c'est le tumulte. Dans le chaos des données disponibles, ni hiérarchisées, ni concentrées, il faut un effort singulier et exigeant pour trouver une information qui nourrisse le débat et forge l'opinion. Et d'ailleurs, aussitôt balayée, remplacée par d'autres images, d'autres messages, elle n'a aucune chance de devenir l'élément participant au jugement personnel, étayé et convaincu ; et surtout personnel.

Chacun connaît l'effet de la mise à disposition des écrans connectés aux enfants : les syndromes d'hyperactivité et de déficience d'attention deviennent plus que des problèmes majeurs dans les écoles, des facteurs de dégénérescence de l'esprit humain qui peuvent condamner une part des générations futures à l'incapacité de toute vie sociale – les enfants dont le premier ami, parent et compagnon est l'écran d'un portable peuvent avoir quelques problèmes de sociabilité dans l'avenir !

Si le jugement humain disparaît, si les machines se chargent de dire ce qui est bon pour nous, que devient le principe du suffrage universel et le lien entre vote, démocratie et légitimité ? À l'évidence, un basculement s'opère sous trois chapitres.

D'abord, la dévolution d'une part croissante de la décision politique à des comités d'experts, des autorités indépendantes, etc., qui participent tous d'une démission politique. Le confinement de la démocratie est le fait majeur des soi-disant « démocraties libérales », en fait, de sociétés dans lesquelles le libéralisme économique en finit avec la démocratie, sous le prétexte fallacieux de la défense des minorités et de la promotion des « droits de l'individu » – comme si les droits de l'individu étaient incompatibles avec la souveraineté de la Nation, voire avec la démocratie !

Ensuite, le recul constant de la liberté d'expression, d'opinion et de débat. Le fait déterminant n'est pas aujourd'hui, pas encore, la censure sur Internet, Twitter, etc. La réalité oblige à dire que, face à la suppression de quelques comptes, de quelques sites, de quelques serveurs, l'intérêt marchand assure aujourd'hui encore une liberté assez remarquable, et surtout précieuse dans le domaine de l'accès et de la diffusion des données – à quelques exceptions près. Mais l'exemple de la Chine doit nous alerter. Ce que le second amendement de la Constitution américaine protège encore peut à tout moment être remis en cause, et l'efficacité de la censure des réseaux en Chine, avec la notation individuelle des comportements qui conditionne l'accès aux services publics, aux transports, aux écoles, etc., désigne la perspective réaliste d'une conformation obligée des informations, des messages et des débats aux intérêts des pouvoirs

en place, qu'ils soient politiques, marchands, financiers, sanitaires ou autres. **La menace partout agitée d'une société de l'obéissance manque son objet : suivant les leçons de la cybernétique, la société de la connexion permanente est bien plutôt une société où chacun reçoit en permanence les incitations et les stimuli qui lui font adopter la conduite souhaitée. Pas question d'obéir, il s'agit seulement de suivre son intérêt, sur la route que le système trace pour vous.**

Deux signes devraient nous alerter : d'abord, le silence forcé sur le scandaleux « Pacte de Marrakech », opération de destruction de l'unité des Nations européennes réalisée sous l'égide l'ONU. Ce pacte entérine un droit individuel sans limites et sans conditions à la mobilité transfrontière des individus, et fait un crime de la défense de leurs frontières par les Nations. Ce pacte que ni les États-Unis, ni la Chine, ni la Russie n'ont signé, a été adopté par l'Union européenne dans le silence assourdissant des élus et des citoyens – le débat à son sujet était interdit, et il n'a pas eu lieu, malgré l'opposition majoritaire des peuples européens à cette emprise globaliste. Ensuite, la sidération collective devant les dispositions attentatoires aux libertés publiques élémentaires, discriminantes, bafouant le droit individuel à la protection de la vie privée, qui ont été prises par la France lors du confinement de 2020. Le tumulte incessant des informations au sujet de la pandémie, la politique de la peur et du contrôle social, ont entraîné une forme de sidération collective qui a rendu invisibles les graves défaillances publiques, l'absence criminelle de fermeture des frontières et le sous-développement sanitaire auquel a conduit l'inflation des dépenses d'assistance individuelle et d'achat de la paix sociale. Ici encore, la suppression du débat politique légitime, nécessaire, au profit de la mise en conformité des comportements individuels, éclaire sur la fin du politique que préparent l'avènement des systèmes du savoir et les pièges du gouvernement des experts.

Le rôle de la censure sur les réseaux et dans les médias mériterait plus d'attention, dans la mesure où la censure privée joue un rôle inadmissible dans la République. Toute tentative de confier la censure des opinions et du débat à des acteurs privés doit être dénoncée : elle est à la fois antirépublicaine et antidémocratique.

En troisième lieu, et surtout, le traçage illimité, auquel l'urgence sanitaire fournit un prétexte parfait et une immunité recherchée, assure la séparation d'individus qui bientôt ne pourront plus jamais devenir un peuple.

L'individualisme radical a trouvé dans la pandémie une opportunité sournoise de faire progresser son agenda : tous, toutes, derrière leurs masques, dans les transports ou dans la rue, sé-pa-rés !

L'impératif sanitaire de la séparation mis en scène par les outils numériques de la séparation met en jeu le politique même – le « nous » quand il dépasse l'addition des « je ». Des mouvements patriotiques aux révolutions, l'histoire est faite par les peuples quand ils deviennent autre chose et bien plus qu'une réunion d'individus. Ce que des milliers de Gilets

Jaunes ont fait ensemble, aucun d'entre eux ne l'aurait accompli individuellement. Voilà ce qui met en jeu une autonomie collective désormais en recul. Comme le droit à l'oubli, le droit de faire peuple, le droit de fonder son individualité fragile dans le mouvement collectif et la capacité de dépasser sa responsabilité individuelle dans le mouvement collectif est désormais menacé. Sous la menace du traçage individuel permanent, c'est bien plus que les libertés individuelles qui sont en jeu, c'est la capacité à faire l'histoire. Fin du politique, vraiment, de la démocratie, également, et de ce qui s'est appelé le citoyen, cet extraordinaire achèvement d'une civilisation des Nations.

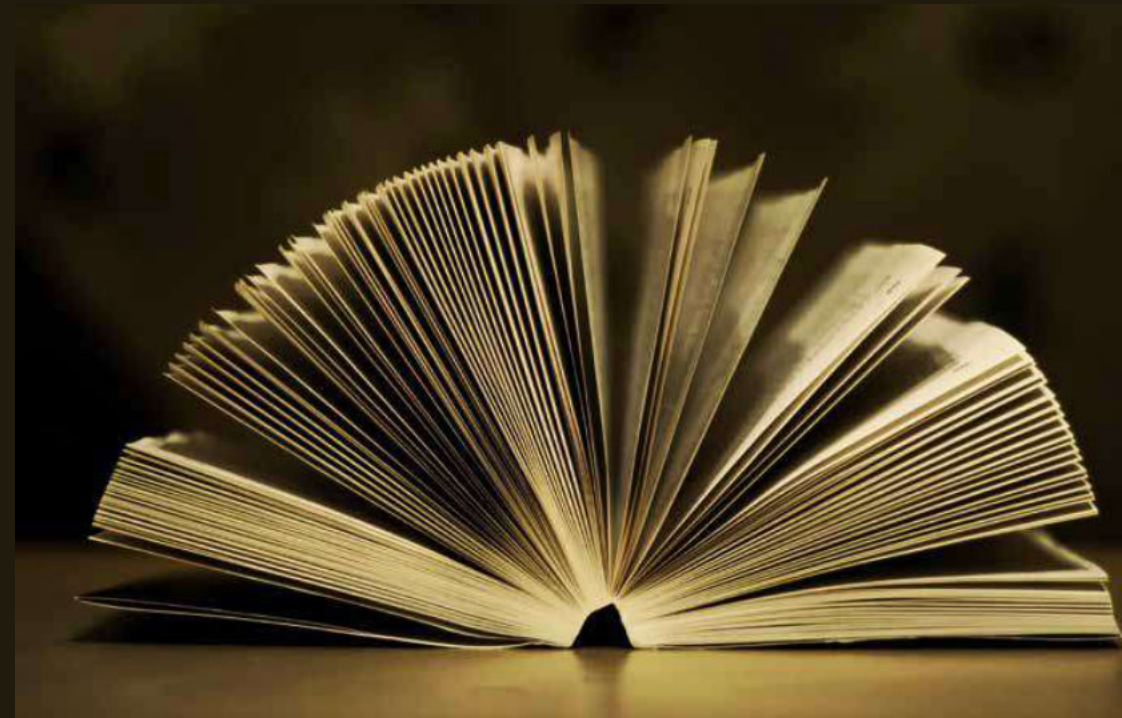
Il est temps de s'en ressouvenir : face à la dictature du savoir et des machines savantes, face au piège de la modernité contrainte et de l'uniformisation galopante, la Nation s'appellera libération, comme elle s'est appelée en 1848 libération des Empires, des religions et des totalitarismes lors du Printemps des Nations en Europe, comme elle s'appellera demain libération de l'esprit humain et de sa diversité vitale face à l'uniformisation technicienne et marchande.

Tout doucement, nous voilà expulsés de la maison du savoir

Au moment où l'Intelligence Artificielle annonce sa prise de pouvoir, au moment où les objets connectés promettent de nous enfermer dans le réseau infiniment serré des meilleures pratiques, tout indique que nous vivons un nouvel épisode de cette histoire moderne : le refus de reconnaître l'autonomie de l'action par rapport aux intentions des acteurs, un refus qui est à l'origine de la tragédie, du sacré, de la religion et de la politique, tous dispositifs symboliques et réels chargés de maintenir dans des limites cette capacité à agir et les démons qu'elle engendre.

“ L'enseignement : apprendre
à savoir, à savoir faire, à faire savoir.
L'éducation : apprendre à savoir être. ”

Louis Pauwels





Nous ne faisons pas ce que nous voulons. Sachant ce qui est bien, raisonnable, profitable, souhaitable, nous faisons l'inverse. Voilà avec quoi la modernité connectée se charge d'en finir, et peu importe que le vrai nom de cette fantaisie déplorable soit liberté ! Contenir la puissance d'agir des hommes n'a plus trait aux conditions du savoir et du prévoir qu'elle mobilise, mais à la puissance fatale qu'elle déclenche, aux capacités de destruction qu'elle libère, et à la nécessité de les contenir dans les limites de ce qui peut être pensé, débattu, et accepté. Agir contre son intérêt, sachant cet intérêt ; agir contre sa santé, sa sécurité, son bien-être, sachant le moyen de la santé, du bien-être, de la sécurité : voilà ce que le système des objets, armé du savoir infini du Big data va définitivement interrompre, mettant fin du même coup à la plus ancienne et la plus actuelle des controverses morales – de saint Augustin à Pascal et Sartre, deux mille ans d'histoire viendraient s'échouer là, sur les bords inconnus du continent numérique.

Le débat est là, qu'éclairent par bribes la controverse sur la responsabilité en cas d'accident du véhicule sans chauffeur, ou celle des accidents causés par un robot, celle encore des erreurs de diagnostic réalisés par IA. Un débat que ranime l'impitoyable constat : aucun de ces GAFAM qui prétendent faire notre bien n'a prévu ni prévenu l'épidémie de COVID-19, ni contribué à la contenir (voir Europe, Sécurité, Droit et Stratégie) ! C'est le débat autour du désarmement du politique qui explique un laisser-aller, laisser-faire de la technique devenue totalitaire – voyez le projet de vaccination obligatoire de la population mondiale porté par la Fondation Gates, de pair avec l'obligation d'accepter les OGM et demain, les manipulations sur le génome humain.

Ceux qui agitent à tout propos la menace fasciste, totalitaire, autoritaire, devraient ouvrir les yeux ; au nom du Bien, Microsoft, Tesla, Facebook, Amazon, comme à l'Est Baidu, Alibaba ou Huawei accomplissent tous les jours ce que les régimes totalitaires ne pouvaient même pas imaginer : le contrôle des mots, des mouvements et des rêves !

La Nation sera-t-elle là pour les contenir, les contrôler et les obliger ? Tout dépend du jugement des citoyens, de leur capacité à résister et à dire « non ». Non à la censure des idées et des mots, non à l'obligation d'être conforme, non au recul des libertés publiques au nom de la sécurité personnelle. Nous avons quelques raisons d'être inquiets à ce sujet. Notre société plonge dans une inconscience affolante sur ses propres conditions de fonctionnement, sur ce qui la fait valoir et tenir. La question est ressentie, mais elle est intraduisible. Le savoir et la connaissance étaient les conditions de l'être au monde du moderne. Ils deviennent les produits de systèmes, d'organisations, de dispositifs, comptés, mesurés, évalués à leur prix. Ce qui signifie qu'ils sortent de la culture, du sens, et de la liberté. Ce qui signifie que ce qui continue à se faire et à nous faire de culture, à se jouer de sens et à s'engager de liberté, se passe et va se passer ailleurs, chez ceux qui contrôlent les mots, les visages et les trajets, chez les émetteurs privés des normes, des codes et de la conformité qui ordonnent, packagent et standardisent savoir et connaissance.

Le sujet est grave. Nos sociétés produisent à la fois une abondance matérielle inédite, des sollicitations sans limites, et des existences appauvries et frustrées. Et l'on rencontre sur ce point la limite aux satisfactions légitimes de la sphère privée quand plus rien ne semble possible en matière de projet collectif (voir Albert Hirschman, *Bonheurs privés, action publiques*). La frustration de ne plus être à la hauteur de la créativité passée est sensible, un rien la réveille. La question est devant nous : que devient une société qui partage le sentiment diffus de ne pas être à la hauteur de son passé ? La fragmentation des savoirs tend à faire disparaître sa fonction émancipatrice, là même où la demande d'émancipation demeure, d'où le risque de la fuite dans l'irrationnel et la violence, d'où le crépuscule menaçant de la raison. Le savoir est à la fois ce qui est célébré et ce qui est dégradé, ce qui se voit paré de tous les mérites à travers le sacre de la R&D et de l'entrepreneur innovant, et ce qui est méprisé à travers l'intellectuel, l'institution, l'autorité, etc. La déconstruction enseignée par une génération au moins d'enseignants a fonctionné ; c'est la figure de l'enseignant, c'est le savoir qu'il proposait d'acquérir et c'est la posture de l'enseignement qui a été la première déconstruite, en même temps que toute transmission était dévaluée par la rapidité et l'universalité de la rupture technique. À la fois ceux qui savent ne savent plus grand-chose, et ceux qui ne savent pas trouvent ailleurs le savoir, sans apprendre.

L'évolution n'est pas inéluctable. Tout le monde attend un rebond qui ne vient pas. Rien ne serait plus trompeur que de réduire le mouvement en cours à la privatisation du savoir, à l'extension du régime du marché

la connaissance, et à la commercialisation de l'information. Ces évolutions sont réelles, elles se manifestent quotidiennement, elles méritent attention. Mais elles ne sont que les éléments d'une transformation infiniment plus vaste, celle qui constitue une intelligence supra- ou méta-humaine, celle qui est en train de déporter hors des individus non seulement les savoirs, non seulement la connaissance, mais l'intelligence elle-même.

Au bout de cet espace neuf, nul ne sait quel horizon inconnu se lève. Nous pouvons simplement anticiper qu'une industrie du savoir et de la connaissance va prendre place parmi les secteurs économiques distinctifs, rentables en eux-mêmes. Nous sentons l'importance d'un projet national pour l'industrie de la connaissance, du savoir et même du jugement. Nous devinons déjà les premiers contours de l'industrie des services de formation et de transmission qui se constitue, et qui représente déjà des enjeux économiques, sociaux, politiques, significatifs. Les services du savoir et de la connaissance se mettent en place, dans l'indifférence, dans la quotidienneté invisible, dans la banalité de l'usage. Notre conscience nationale est loin de prévaloir sur notre consentement individuel à la facilité de l'usage. Tout doucement, nous voilà expulsés de la maison du savoir, du jardin de la connaissance, par quelque maître inconnu qui nous demande le code, l'identifiant et le prix du péage à l'entrée.

Pour en savoir plus...

Marcel Gauchet
L'Avènement de la Démocratie
éd. Gallimard, 2014-2019

Louis Dumont
Homo hierarchicus
éd. Gallimard, 1990

Maurice Godelier
Au Fondement des sociétés humaines
éd. Plon, 1998

Hervé Juvin
L'Avènement du corps
éd. Gallimard, Le Débat, 2006

Cathy O'Neil
Weapons of Math destruction
éd. Penguin Books, 2017

Marie David, Cédric Sauviat
Intelligence artificielle, la nouvelle barbarie
éd. du Rocher, 2018

Olivier Rey
Quand le monde s'est fait nombre
éd. Stock, 2016

Alain Supiot
La Gouvernance par les nombres
éd. Fayard, 2015

Eric Sadin
L'Intelligence artificielle ou l'enjeu du siècle
L'Echappée, 2018

Jaron Lanier
*Ten Arguments for Deleting
Your Social Media Accounts Right Now*
éd. Penguin House, 2018

Joel Mokyr
*The Gifts of Athena: Historical Origins
of the Knowledge Economy*
éd. Princeton UP, 2002

Cornelius Castoriadis
La Montée de l'insignifiance
éd. Seuil, 1996

Andrea Kendall-Taylor, Erica Frantz,
& Joseph Wright
The Rise of Digital Dictators
Foreign Affairs, March-April 2020

PATRIOTS

FOR **EUROPE FOUNDATION**

Étude publiée par Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland – 75014 – Paris – France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021
Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo
Directeur : Raphaël Audouard
Publiée en 2022
contact@pfe-foundation.eu
www.pfe-foundation.eu

La Patriots for Europe Foundation est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication. Cette publication n'est pas destinée à la vente.

Crédits photos
Pixabay • Unsplash

Imprimé en Belgique par Graphius • Avril 2022